

L'EGYPTE CONTEMPORAINE

Revue Trimestrielle

de la

Société d'Économie Politique, de Statistique et de Législation d'Égypte



JUILLET 1959

Lème ANNÉE

No. 297

LE CAIRE

SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE POLITIQUE, DE STATISTIQUE ET DE LÉGISLATION D'ÉGYPTE

La Société a été fondée en 1909. Son objet est de promouvoir les études et recherches dans les domaines économique, statistique et juridique.

Elle publie la présente revue qui est à la cinquantième année de sa fondation et consacrée aux études de différentes matières traitées du double point de vue scientifique et pratique.

Elle facilite la consultation des principaux ouvrages et revues égyptiens et étrangers dont sont richement dotées sa bibliothèque et sa salle de lecture.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président: Dr. ABDEL HAMID BADAWI, Ancien Ministre, Vice-Président de la Cour internationale de Justice de La Haye.

Vice-Président: Dr. ABDEL GUELIL EL-EMARI, Ancien Ministre, Gouverneur de la National Bank of Egypt.

Secrétaire Général: Dr. IBRAHIM BAYOUMI MADKOUR, Ancien Ministre.

Trésorier: Dr. ABDEL MONEIM EL TANAMLY, Administrateur-Délégué du Crédit Foncier Egyptien.

Membres du Comité: Dr. ABDEL HAKIM EL RIFAI, Gouverneur suppléant de la National Bank of Egypt; Dr. ABDEL MONEIM EL CHAFEI, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Sociales; Dr. ABDEL MONEIM EL KAYSOUNI, Ministre central du Commerce et de l'Economie; AHMED ABOUD, Président et Administrateur-Délégué de la Khedivial Mail Line; ALI AHMED EL CHAFEI, Ad.-Délégué à la Société de Réassurance; ALY EL CHAMSI, Ancien Ministre et Ancien Gouverneur de la Banque Nationale; Dr. ALY EL GREITLY, Ancien Ministre; HAFEZ AFIFI, Ancien Ministre; SADEK HENEIN, Ancien Ministre; MAHMOUD MOHAMED EL DARWISH, Ancien Président du Conseil d'Administration de la Banque "Gomhourya"; MOHAMED AMIN FIKRI, Ancien Gouverneur de la National Bank of Egypt; MOHAMED IBRAHIM FAHMY EL SAYED, Conseiller à la Présidence de la République; MOHAMED ROUCHDI, Président du Conseil d'Administration de la Banque Misr; Dr. MOHAMED ZOHEIR GARRANAH, Avocat et Ancien Ministre; Dr. S. SIDAROUSH, Ancien Ministre Plénipotentiaire d'Egypte à Washington; HASSAN MOUKHTAR RASMI, Président du Conseil d'Administration de la Société Misr pour la Filature et le Tissage; HUSSEIN FAHMY, Membre de l'Organisation Economique; RIAD EL MIDANI, Ministre de l'Union Arabe; ZAKI ABDEL MOTAAL, Ancien Ministre des Finances; Dr. EL SAID MOSTAFA EL SAID, Recteur de l'Université du Caire; MOHAMED ALY ET GHATIT, Sous-Directeur du Crédit Hypothécaire.

L'EGYPTE CONTEMPORAINE

(Lème ANNÉE, JUILLET 1959, No. 297)

S.O.P.-PRESS
(SOCIÉTÉ ORIENTALE DE PUBLICITÉ)
LE CAIRE, 1959

Prix P. T. 40

MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

Les membres actifs de la Société sont de deux catégories: les membres titulaires payant une cotisation de P.T. 150 par an et les membres donateurs s'inscrivant pour une cotisation de L.E. 10 au minimum. Ils sont nommés par le Conseil sur leur demande appuyée par au moins un membre de la Société et ont tous droit au service gratuit de la Revue de la Société.

La Société compte actuellement environ 400 membres.

CONDITION D'ABONNEMENT

Le prix de l'abonnement à la revue est de P.T. 150 pour l'Egypte et le Soudan et 40 shillings ou \$ 5.00 pour tous les pays faisant partie de l'Union Postale.

Les numéros non réclamés par Messieurs les Membres et Abonnés dans l'intervalle entre la parution de deux fascicules consécutifs ne leur seront livrés que contre paiement du prix.

Le prix du fascicule est de P.T. 40 pour l'Egypte et 10 shillings ou \$ 1,25 pour l'étranger.

Les opinions émises par les collaborateurs de la revue n'engagent pas la responsabilité de la Société.

La reproduction et la traduction des articles publiés dans la présente revue sont interdites, sauf autorisation préalable de la Société.

Tout manuscrit soumis à "L'Egypte Contemporaine" devient la propriété de la Société.

Les demandes d'adhésion, d'abonnement ou d'information doivent être adressées au Secrétariat de la Société, Boîte Postale No. 732.

Siège: Le Caire, 16, Chareh Ramsès (ex Maleka), Téléphone 52797

SOMMAIRE

EN LANGUE ÉTRANGÈRE

ARTICLE

	Pages
Dr. SAMIR AMIN. — Le financement des investissements dans la province égyptienne de la R.A.U.	5 - 29

ACTUALITÉS

Ouvrages reçus, deuxième trimestre 1959.....	31 - 32
Relevé des principaux articles parus dans les revues égyptiennes et étrangères, 2ème trimestre 1959.....	33 - 53

EN LANGUE ARABE

ARTICLES

Dr. SAMIR AMIN. — Le financement des investissements dans la province égyptienne de la R.A.U.....	5 - 19
Dr. AHMED EL MORSHEDY. — Le commerce extérieur des Pays Arabes	21 - 95

LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DANS LA PROVINCE ÉGYPTIENNE DE LA R.A.U.

par

Dr. SAMIR AMIN

1. — Le produit brut annuel de la région égyptienne de la R.A.U se situe actuellement au niveau de 1000 millions de livres, l'investissement brut est de l'ordre de 170 millions. Ce pourcentage (17%) est déjà sensiblement plus élevé que celui des années 1945-1952 qui était de l'ordre de 13%. L'investissement brut était alors de l'ordre de 100 millions de livres, le produit brut de l'ordre de 750 millions (sur la base des prix actuels). Par ailleurs, la structure même de l'investissement a été assez profondément modifiée: la part de la construction immobilière a diminué, celle de l'équipement industriel et surtout celle de l'équipement de base ont augmenté. En même temps, la part de l'investissement public augmentait considérablement.

La réalisation des plans de développement (plan quinquennal d'industrialisation et Haut-Barrage) devra accentuer encore le sens de cette évolution comme le montre le tableau suivant:

	Période 1945-52		1958		Période 1960-65	
	Moyen. annuel.	Pour- centage	Valeur	Pour- centage	Moyen- annuel.	Pour- centage
Construction immobilière	60	60 %	48	28 %	45	20 %
Equipement de base(1)	15	15 %	56	33 %	102	44 %
Investissements directs(2)	25	25 %	66	39 %	83	36 %
Total: Investissements bruts ...	100	100 %	170	100 %	230	100 %
Produit national brut	750	100 %	1000	100 %	1150	100 %
Part de l'Inv. dans le prod. nat...	—	13 %	—	17 %	—	20 %
Investissements publics	12	12 %	65	38 %	130	57 %

(Chiffres en millions de livres, valeur actuelle)

(1) Equipement de base: Cette rubrique comprend l'équipement administratif et social (bâtiments publics, écoles, hôpitaux etc...), l'équipement électrique, les travaux d'irrigation (Haut-Barrage compris), les routes, les ports, les PTT, les chemins de fer, les travaux afférent au Canal de Suez.

(2) Investissements "directs": cette rubrique comprend les investissements de l'industrie (stricto sensu), du commerce (bâtiments et stocks), de l'agriculture (travaux d'irrigation à charge de l'Etat exclus), et des transports privés — Voir plus loin les raisons de cette distinction que nous avons faite entre équipement de base et investissements "directs".

Par suite de la mise en chantier du Haut-Barrage, la part de l'équipement de base atteindra 44% du montant global de l'investissement (contre 15% pour la période 1945-52).

La part des investissements directs, industriels pour l'essentiel, restera voisine de 36%, mais le volume de ces investissements est en croissance continue. Par contre, la part de la construction immobilière est en diminution continue (de 60% à 20%).

Par suite de la mise en chantier des grands travaux d'équipement et par suite de la part croissante de l'industrie lourde dont l'Etat assume le financement, la part des investissements publics s'accroît très notablement de 12% à 57%.

Enfin la charge globale de l'investissement qui est déjà passée de 13% à 17% du produit brut, devra atteindre environ 20%.

2. — Le financement des investissements ne posait avant 1952 aucun problème pratique ou théorique. La charge globale était très modeste, ne parvenant plus dans la dernière période à suivre le rythme de la croissance démographique.

La construction immobilière était directement financée par l'épargne des ménages sans que le marché financier ne joue un rôle très important. L'augmentation annuelle des crédits à la construction immobilière, de l'ordre de quelques millions à sa plus belle époque, ne représentait donc finalement qu'un assez faible pourcentage du volume global des investissements dans ce secteur. Le Crédit Foncier Egyptien, qui tenait de loin la première place dans ce financement, faisait d'ailleurs lui-même appel à l'épargne des ménages auprès de laquelle il plaçait ses obligations.

L'équipement de base, réduit au minimum nécessaire à l'Administration, à l'Instruction publique, à l'entretien des voies de communications et du système de l'irrigation, était financé par le canal d'un budget strictement maintenu en équilibre.

Quant aux investissements "directs", dirigés de préférence vers le commerce, les services et l'industrie légère (textiles), ils étaient financés pour l'essentiel par voie d'autofinancement des sociétés et des entreprises familiales. Le marché monétaire et financier ne jouait pratiquement aucun rôle, ses ressources étant à l'époque extrêmement limitées.

L'équilibre traditionnel de la balance extérieure (aux fluctuations conjoncturelles près) venait ajouter à la simplicité du modèle de financement de l'époque. Cependant l'excédent de la balance extérieure pendant la 2^e guerre mondiale (accumulation de réserves Sterling), puis le déficit chronique qui est apparu après la guerre (déficit qui était chroniquement comblé par l'utilisation des réserves Sterling), ont introduit une petite complication dans le modèle du financement des investissements. Il n'entre pas dans notre inten-

tion de reconstituer ici l'interaction à cette époque des différents éléments du compte national de l'épargne et de l'investissement et des postes du bilan de la National Bank of Egypt. Le modèle, malgré tout, en serait assez relativement très simple.

3. — Le modèle du financement des investissements est devenu, après 1952, beaucoup plus compliqué.

Si la construction immobilière reste financée pour l'essentiel par l'épargne des ménages, si les investissements industriels et commerciaux du secteur privé demeurent financés pour une très large part par voie d'autofinancement, le rôle du marché monétaire et financier est devenu bien plus important qu'il n'était autrefois.

Premièrement, le déficit des finances publiques, devenu chronique, entraîne un recours systématique à la Banque Centrale, le Trésor assumant désormais la charge du financement d'une fraction de l'équipement de base (concurrentement avec l'épargne forcée) et des investissements directs publics (industrie lourde).

Deuxièmement, le déficit extérieur, devenu également chronique, se répercute de la manière que l'on connaît sur le bilan de la NBE.

Troisièmement, les ressources propres du marché financier ont pris une ampleur qu'elles n'avaient pas: les réserves des Compagnies d'assurances et des organismes de l'épargne obligatoire récemment créés augmentent assez rapidement.

Quatrièmement, les Banques Commerciales ont adopté une attitude beaucoup plus active. Leurs liens avec les entreprises privées se sont renforcés. Le rôle qu'elles jouent dans le financement est devenu absolument et relativement beaucoup plus important.

Cinquièmement, l'activité des institutions financières spécialisées (Banque Industrielle, Crédit Hypothécaire, Crédit Agricole, Organisme de Développement Economique) va grandissante.

Finalement, l'interaction de tous ces éléments, dont le modèle demeure malgré tout assez simple en comparaison de ce qu'il est dans les pays avancés où le marché monétaire et financier joue un rôle relativement plus important, rend nécessaire l'étude systématique des flux monétaires et financiers.

4. — Nous nous proposons de construire ici un modèle théorique permettant de mettre en relief les caractéristiques essentielles du mécanisme du financement des investissements dans la province égyptienne.

Dans un premier article nous construirons le modèle qui correspond à la période 1952-1958.

Sur cette base nous nous proposons de construire dans un second article le modèle qui, selon nous, devra correspondre à la période quinquennale à venir (1960-65).

LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS DURANT LA PÉRIODE 1952-1958

Nous considérons successivement :

1. — Les Investissements publics.
2. — Les Investissements "directs".
3. — La Construction immobilière.
4. — Le Compte national de l'épargne et de l'investissement.
5. — Le rôle du marché monétaire et financier dans le financement des investissements.

Les estimations statistiques du volume des différents postes de l'investissement, fournies par les trois premières parties, nous permettront de reconstruire le compte national de l'épargne et de l'investissement pour la période 1952-1958 puis, sur cette base, de construire le modèle général qui permettra de mettre en évidence les caractères actuels essentiels du marché monétaire et financier.

Cette étude constituera la base de départ nécessaire pour comprendre le mécanisme probable du financement des investissements dans la période quinquennale à venir.

1. — LES INVESTISSEMENTS PUBLICS

L'analyse détaillée des budgets de l'Etat, des organismes publics autonomes, des collectivités locales, ainsi que celle des budgets dits "de développement économique", nous a permis de reconstituer l'évolution des investissements publics.

Investissements publics (en millions de livres courantes) (3)

Nature des Investissements	52/53	53/54	54/55	55/56	56/57	57/58	58/59	59/60
1. Equipement administratif ..	1,9	2,7	5,1	6,7	5,1	3,9	5,5	7,7
2. Equipement Scolaire(4)	1,8	2,5	3,6	3,7	5,1	7,1	6,0	7,9
3. Equipement Social(5)	10,1	9,2	11,7	11,6	16,0	15,9	15,5	13,8
4. Equipement Agricole(6) ...	3,6	16,2	14,8	18,6	15,0	11,4	16,2	24,8
5. Voies de Communications(7) ..	3,9	5,3	7,1	8,8	10,8	9,8	11,2	12,7
6. Equipement Electrique(8) .	0,7	0,5	0,5	0,5	5,0	3,3	2,1	2,6
7. Equipement Pétrolier(9) ...	0,3	0,9	0,9	2,5	3,0	1,6	1,5	0,8
8. Equipement Industriel(10) ..	0,6	2,3	2,3	2,1	1,4	1,3	1,9	2,7
9. Participations(11)	—	0,1	1,2	0,8	3,9	—	12,0	46,0
Total	22,9	39,7	42,7	55,3	65,3	54,1	71,9	119,0

L'épargne forcée

On appelle épargne forcée l'excédent des recettes globales des organismes publics (Etat compris) sur leurs dépenses courantes. Comme certains de ces organismes sont généralement considérés comme appartenant au secteur de la Production (Chemins de fer par exemple) cet excédent comprend ici l'auto-financement des organismes publics productifs.

Nous reconstituons ci-dessous le mouvement des recettes globales et des dépenses courantes publiques (années financières).

(3) Chiffres calculés d'après les budgets prévisionnels pour les 4 dernières années financières, d'après les comptes définitifs pour les 4 premières.

(4) Etat, Universités, Instituts autonomes et Azhar.

(5) Etat (Ministères de la Santé, des Affaires Sociales et des Affaires Municipales), Ministère des Waqfs et Collectivités locales.

(6) Travaux d'irrigation, Haut-Barrage compris.

(7) Routes, PTT et Chemins de fer.

(8) Ces chiffres ne comprennent ni l'équipement électrique municipal (inclus au poste No. 3) ni l'équipement électrique lié à l'irrigation (inclus au poste No. 4).

(9) Raffinerie de l'Etat de Suez compris. Ce poste comprend néanmoins pour l'essentiel l'équipement en pipe-lines, moyens de stockage, etc...

(10) Equipement des Entreprises industrielles publiques qui n'ont pas la forme de Sociétés, Raffinerie de Suez exclue (cette Raffinerie est incluse au poste No. 7). Ce poste comprend pour l'essentiel l'équipement des Usines Militaires.

(11) Souscriptions du Trésor aux Sociétés industrielles créées dans le cadre des plans de développement (industrie lourde pour l'essentiel).

Recettes Globales⁽¹²⁾

Nature des recettes	52/53	53/54	54/55	55/56	56/57	57/58	58/59	59/60
1. Recettes budgétaires	198,2	206,4	219,7	267,5	280,5	300,5	366,8	„
2. Recettes municipales	14,3	16,9	20,0	21,1	21,4	22,4	23,4	„
3. Recettes des Wakfs	7,2	6,1	6,6	6,6	7,9	8,1	7,3	„
4. Recet. de la Réf. Agraire ..	2,8	2,7	4,4	5,8	5,7	15,4	13,0	„
5. Recet. des Org. autonomes	0,8	1,1	2,6	2,4	3,4	3,3	5,7	„
Total	223,3	233,2	253,3	303,4	318,9	349,7	416,4	448,5

Dépenses Courantes⁽¹³⁾

Objet des dépenses	52/53	53/54	54/55	55/56	56/57	57/58	58/59	59/60
1. Dette publique	6,5	6,6	6,5	6,6	7,7	8,0	10,4	„
2. Adm. forces arm. et sécurité	73,7	71,9	84,9	127,2	115,0	110,6	117,1	„
3. Instruction Publique	33,7	33,9	39,6	44,0	44,7	48,8	52,6	„
4. Services Sociaux	32,6	33,1	37,3	38,8	49,3	47,1	49,8	„
5. Agriculture	9,8	18,0	19,0	20,8	19,6	27,2	27,7	„
6. Communications	31,8	32,9	35,5	35,4	37,2	39,7	38,0	„
7. Electricité	4,0	4,6	4,5	4,3	6,6	7,2	7,8	„
8. Pétrole ⁽¹⁴⁾	0,7	1,2	7,3	6,9	10,4	9,7	62,2	„
9. Industries	1,2	3,0	4,0	5,8	5,1	5,0	6,9	„
10. Subventions	16,8	11,2	8,3	9,8	6,4	6,7	13,1	„
Total	210,8	216,4	246,6	299,6	302,0	310,0	385,6	408,4

Le financement des investissements publics

Les investissements publics sont financés de la manière suivante:

1. — Par voie d'épargne forcée (autofinancement des organismes productifs inclus) dans la mesure où les recettes globales dépassent les dépenses courantes globales.

2. — Par l'Organisme de Construction des Bâtiments Publics (OCBP), à concurrence de 3 millions par an en moyenne. L'OCBP emprunte sur le marché financier et vend à tempérament les bâtiments publics aux ministères intéressés.

(12) Subventions exclues pour éviter les doubles emplois.

(13) Les subventions fournies par des Organismes publics à d'autres sont exclues pour éviter les doubles emplois. Celles fournies aux Ménages et aux Entreprises regroupées en (10).

(14) L'augmentation brutale des dépenses en 1958/59 provient des achats de pétrole de l'Organisme Public du Pétrole. Le produit de la vente de ces produits pétroliers est venu augmenter le chiffre des recettes budgétaires d'un montant équivalent.

3. — Par le Trésor pour le reste.

Voici l'évolution de ces différents postes (années courantes: moyenne de 2 années financières successives)

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Recettes globales	228	243	278	311	334	383	432
— Dépenses courantes globales	213	231	273	301	306	348	397
= Epargne forcée	15	12	5	10	28	35	35
+ Financement par l'OCBP	1	3	3	3	4	5	6
+ Financement par le Trésor	16	29	42	43	28	23	53
= Volume Global des Investissements ..	32	44	50	56	60	63	94

Nature des Investissements Publics

Equipement de base	30	39	45	49	54	54	61
Industrie et Participations	2	4	5	7	6	9	33

Composition des Investissements Publics

Bâtiments.....	10	12	13	18	18	20	20
Travaux publics	20	27	31	30	34	34	52
Machines	1	2	2	3	3	4	16
Moyens de Communications.....	6	5	5	5	4	3	2

On constate que l'allure générale de l'évolution du volume des différents postes de l'investissement public, comme celle des postes relatifs aux moyens de financement, permet de diviser la période étudiée en 3 sous-périodes.

I. — De 1953 à 1956, l'augmentation des dépenses courantes ayant été plus rapide que celles des recettes, l'excédent destiné au financement des investissements s'est rapidement amenuisé. Or, parallèlement, le volume global des investissements augmentait (équipement de base pour l'essentiel). En conséquence le financement à charge du Trésor s'est régulièrement accru.

2. — En 1957 et en 1958, les recettes budgétaires, accrues désormais de celles du Canal nationalisé, ont permis de financer près de 50% des investissements publics. Le financement à charge du Trésor est retombé à un niveau plus faible.

3. — L'année 1959 appartient à une nouvelle étape. Au financement de l'équipement de base s'est ajoutée une participation très importante de l'Etat au développement industriel proprement dit, par suite de la mise en

application du Plan Quinquennal. Le financement à charge du Trésor atteint puis dépasse les chiffres records antérieurs.

Le Canal de Suez

Le volume des investissements bruts de la Compagnie du Canal se situait aux environs de 2 millions par an, financés par voie d'autofinancement. Voici le compte résumé des recettes et des dépenses pour la période 1953-54-55 (moyennes annuelles)

Recettes brutes	30 millions
— Dépenses générales ..	15 „
= Recettes nettes	15 „

utilisées comme suit:

Profits distribués	10 millions
Réserves	5 „

Le poste "dépenses générales" contient pour environ 2 millions de livres d'investissements bruts. Quant aux réserves, elles étaient investies par la Compagnie en valeurs étrangères.

A l'heure actuelle (à partir de 1959), ce compte se présente de la manière suivante:

Recettes brutes	45 millions
— Dépenses générales ..	15 „
= Recettes nettes	30 „

utilisées comme suit:

Versement net au Trésor	21 millions
Indemnités aux anciens ac-	
tionnaires	4 „
Travaux d'élargissement ..	5 „

Les investissements bruts (5 millions pour l'élargissement + 2 millions inclus dans les dépenses générales) sont financés par voie d'autofinancement.

2. — LES INVESTISSEMENTS "DIRECTS"

Nous regroupons ici les investissements bruts suivants:

1. Les investissements industriels dont une fraction a déjà été comptabilisée au compte des investissements publics.
2. Les investissements du secteur commercial: bâtiments commerciaux et stocks.
3. Les investissements concernant les entreprises privées du secteur des moyens de communications (autobus, camions, flotte maritime, fluviale et aérienne).

On peut évaluer ces investissements à partir des importations annuelles de machines, biens d'équipement industriel, autobus, camions, navires et avions. L'expérience montre en effet que les dépenses en devises constituent environ 50% de ces investissements, l'autre moitié étant constituée par les travaux de construction.

Voici l'évolution générale de ces investissements:

	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Importations	18,9	21,3	32,3	32,8	19,4	33,6
Dépenses locales	18,9	21,3	32,3	32,8	19,4	33,6
Total	37,8	42,6	64,6	65,6	38,8	67,2

Ces chiffres globaux comprennent donc les investissements "directs" de l'Etat et du secteur privé, stocks exclus.

3. — LA CONSTRUCTION IMMOBILIÈRE

La construction immobilière représente un volume relativement stable, voisin de 47 millions par an. L'ensemble des constructions pour le logement et l'industrie a régulièrement augmenté comme le montre le tableau suivant:

	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Logement.....	47	47	47	46	48	48
Constructions Industrielles.....	19	21	32	33	20	34
Constructions Publiques	10	12	13	18	18	20
Total	76	80	92	97	86	102

Le premier poste comprend l'ensemble des logements, qu'ils soient habités par leurs propriétaires ou construits en vue de la location.

Les deux autres postes ont déjà été comptabilisés ailleurs, le second avec les investissements "directs", le troisième avec les investissements publics.

4. — LE COMPTE NATIONAL DE L'ÉPARGNE ET DE L'INVESTISSEMENT

Le compte national de l'investissement se compose des 3 postes évalués précédemment c'est-à-dire :

- 1) La construction d'immeubles d'habitation
- 2) L'équipement de base
- 3) Les investissements "directs" industriels et commerciaux.

Quant au compte national de l'épargne il se compose des 5 postes suivants :

- 1) L'épargne brute des ménages
- 2) L'épargne forcée et l'autofinancement public
- 3) L'autofinancement du secteur privé
- 4) L'autofinancement des institutions financières
- 5) Le déficit de la balance extérieure

L'autofinancement du secteur privé

L'augmentation annuelle moyenne des émissions de capitaux des sociétés est de 10 millions de livres. Quant à celle des réserves et des provisions, elle est également voisine de 10 millions. L'ensemble des investissements "directs" privés (c'est-à-dire soustraction faite des investissements "directs" publics) a été en moyenne de 50 millions de livres par an. Quant à l'ensemble des concours bancaires nets (crédits bancaires moins dépôts des entreprises) accordés par les Banques Commerciales, le Crédit Agricole et la Banque Industrielle, il a été voisin de 5 millions par an en moyenne. Dans ces conditions les différents postes composant le compte du financement du secteur privé s'établissent comme suit :

1) Sociétés: Emissions nouvelles	10 millions
2) Sociétés: Réserves et provisions	10 „
3) Autofinancement des entreprises familiales . . .	25 „
4) Concours bancaires nets	5 „
	50 „

On constate que les ressources d'autofinancement (2+3) constituent 70% des ressources globales de financement.

Sur cette base on pourra évaluer l'autofinancement des entreprises privées.

L'autofinancement du secteur financier

Les réserves des Compagnies d'Assurances, des Caisses Publiques de Retraites, de l'Organisme de l'Épargne Ouvrière et de l'Organisme de Développement Economique sont en croissance continue comme le montre le tableau suivant :

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Cies. d'Assurances	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Caisses de Retraites	0,9	4,2	5,6	4,3	6,0	8,1	7,3
Epargne Ouvrière	—	—	—	—	0,5	1,5	2,2
Organisme de développement	—	—	—	—	—	0,4	2,0
Total	4,4	7,7	9,1	7,8	10,0	13,5	15,0

Le déficit de la balance extérieure

Ce déficit, d'abord très variable d'année en année, est devenu relativement stable et voisin de 35 millions depuis 1955.

Sur cette base, et en traitant l'épargne brute des ménages comme un résidu, le compte national de l'épargne et de l'investissement s'établit de la manière suivante :

	1953	1954	1955	1956	1957	1958
<i>Investissement :</i>						
1. Logements	47	47	47	46	48	48
2. Equipement de base	32	41	47	51	56	56
3. Investissements directs	38	43	65	66	39	67
Total	117	131	159	163	143	171
	1953	1954	1955	1956	1957	1958
<i>Epargne :</i>						
1. Epargne des Ménages	59	82	71	71	43	49
2. Epargne forcée	17	14	7	12	30	37
3. Autofinancement privé	25	26	38	38	23	37
4. Autofinancement du Secteur financier	8	9	8	10	13	15
5. Déficit extérieur	8	0	35	32	34	33
Total	117	131	159	163	143	171

Quelques remarques sur ce tableau :

1.—Les praticiens de la Comptabilité Nationale considèrent généralement la construction immobilière en vue de la location comme une activité productive. Les investissements relatifs à ces constructions, comme leur contre-

partie (autofinancement, crédits à la construction, etc.), sont confondus avec ceux de l'industrie, du commerce, de l'agriculture et des moyens de communications (routes exceptées). Nous avons préféré les en distinguer et les confondre avec les investissements relatifs aux logements habités par leurs propriétaires. L'ensemble de la construction immobilière étant financé par voie d'autofinancement, l'épargne brute des ménages se trouve constituer le poste le plus important du compte de l'épargne.

2. — La notion "d'équipement de base" est plus large que celle, généralement retenue par les praticiens de la comptabilité nationale, "d'investissement de l'Administration". L'"Administration" se réduit aux services publics financés par les ressources générales des budgets publics (Police, Education, Routes, etc...) sans affectation particulière de recettes (comme c'est le cas pour les PPT et les Chemins de fer). Les investissements de ces organismes disposant de recettes propres sont alors confondus dans l'ensemble des investissements du secteur de la Production.

3. — La notion "d'investissements directs" que nous avons utilisée est, pour les raisons précédemment données, plus étroite que celle d'investissements du secteur de la Production, généralement retenue.

Dans ces conditions, la correspondance par couple entre les 3 premiers postes du compte de l'investissement et les 3 premiers postes du compte de l'épargne, est assurée de la manière suivante:

1. — Au chiffre global de la construction de logements correspond l'épargne brute des ménages. L'excédent de cette épargne sur ces investissements constitue la contribution nette des ménages au financement du marché monétaire et financier.

2. — Les investissements du secteur "Equipement de base" sont constitués par ceux du secteur public et ceux du Canal de Suez (2 millions par an). A ces investissements correspondent du côté de l'épargne: l'épargne forcée (autofinancement des Organismes publics productifs compris) et l'autofinancement du Canal de Suez. Comme les investissements du Canal sont financés par voie d'autofinancement, leur estimation n'est pas susceptible de modifier l'aspect général du mécanisme du financement des investissements. Remarquons également que l'excédent de ces investissements sur l'épargne forcée ne donne pas la totalité du financement à charge de l'Organisme de Construction des Bâtiments Publics et du Trésor puisque l'Etat finance également des investissements "directs".

3. — Les investissements "directs" comprennent ceux du secteur privé et ceux du secteur public. Il leur correspond au compte de l'épargne l'autofinancement des entreprises "privées", celui des entreprises "publiques" ayant

été inclu dans l'épargne forcée qui a servi théoriquement au financement de l'équipement de base. Le terme entreprises "publiques" doit cependant être pris ici dans un sens très étroit puisque nous avons distingué, parmi les "investissements publics", l'équipement industriel des "participations". Les entreprises publiques dont les ressources d'autofinancement ne sont pas retenues ici, se réduisent donc presque uniquement aux Raffineries de Pétrole de l'Etat et aux Usines Militaires. Quant aux Sociétés comme le Fer et l'Acier, dont plus de 50 % du capital appartient à l'Etat, elles ont été néanmoins confondues avec les autres sociétés du secteur véritablement privé.

Moyennant ces petites conventions, le mécanisme du financement du secteur Production (pris dans notre sens étroit) est facile à suivre: l'autofinancement fournit 70 % des investissements du secteur privé (au sens large), le Trésor fournit l'équivalent de l'ensemble des investissements "directs" de l'Etat (équipement industriel des Raffineries et des Usines Militaires et participations), le marché financier le reste.

On pourrait certes faire de nombreuses objections théoriques sur la valeur de ces conventions et de cette classification inusitée à l'étranger. Nous y voyons au contraire de grands avantages:

1. — Cette classification met en évidence le volume relatif et absolu de la construction de logements, celui de l'équipement administratif, social et économique de base, enfin celui des investissements industriels proprement dit. Ceci est d'autant plus important que le développement économique du pays exige que, parallèlement à l'équipement industriel proprement dit, un très gros effort soit fait du côté de l'équipement de base. Notre classification permet de suivre ces rapports de première importance.

2. — Mais surtout notre classification, plus compliquée en théorie que celle généralement retenue par les praticiens de la comptabilité nationale, est infiniment plus simple en pratique. Conforme aux distinctions des documents budgétaires égyptiens, elle évite de très délicats problèmes de ventilation qui, dans l'état actuel des choses, rendent l'usage des définitions "classiques" très artificielle, approximative et parfois même erronée.

Avant de quitter ce sujet faisons encore 4 remarques finales sur notre tableau:

1. — Nous avons négligé les investissements des institutions financières (immeubles des Sociétés d'Assurances pour l'essentiel). Cette négligence, qui sera corrigée par la suite, n'est pas de nature à modifier l'aspect général du tableau. Il suffirait d'enlever environ un million de livres par an au poste "logements" couplé avec l'épargne brute des ménages, et de porter ce chiffre au compte de l'épargne des institutions financières, pour rétablir une image exacte du compte national de l'épargne et de l'investissement.

2. — Le déficit extérieur pour 1958 a été estimé à partir du bilan de la NBE (diminution des actifs nets étrangers). Le chiffre que nous avons obtenu (33 millions) sera, paraît-il, supérieur à l'estimation de l'Office des Changes. Pour les années antérieures (1952 à 1957) les 2 méthodes conduisaient très rigoureusement au même résultat. Mais certaines opérations très importantes qui ont eu lieu dans les derniers jours de l'année 1958, ont été portées au bilan 1958 de la NBE et comptabilisées par l'Office des Changes en 1959 seulement.

3. — Le tableau ne prend pas en considération les stocks dont les variations, très faibles sur une moyenne de plusieurs années, sont assez importantes d'une année à l'autre (notamment pour 1956 et 57). C'est ce qui explique les fluctuations quelque peu erratiques de l'épargne brute des ménages, calculée par différence.

5- LE RÔLE DU MARCHÉ MONÉTAIRE ET FINANCIER DANS LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Sur la base du compte annuel de l'épargne et de l'investissement on pourrait reconstruire, année par année, le tableau des flux monétaires et financiers. Pour cela, il suffirait de faire un certain nombre d'ajustements, assez délicats, à vrai dire, permettant de faire correspondre les flux financiers annuels tels qu'ils ressortent de la comparaison des bilans des Institutions du marché monétaire et financier avec les différents postes du compte de l'épargne et de l'investissement. Ces ajustements n'offrent pas d'intérêt du point de vue de la compréhension du mécanisme du marché monétaire et financier égyptien. Ils illustrent seulement le côté événementiel de l'histoire de ces 6 dernières années.

Aussi avons-nous préféré construire de toutes pièces un modèle "théorique" correspondant à une année théorique "moyenne". Ce modèle permet de mettre en relief les phénomènes les plus caractéristiques de la période, de faire abstraction de ceux qui sont particuliers à telle ou telle année. Pour abstrait qu'il soit, ce modèle correspond bien à la réalité de cette période, dont il donne une image fidèle. Les points sur lesquels il s'écarte de la réalité annuelle brute, si importants soient-ils, peuvent être facilement expliqués par les événements particuliers à chaque année, comme on le verra plus loin.

Ce modèle théorique constituera d'ailleurs une meilleure base pour la projection 1960-65 que nous ferons dans le prochain article plutôt que n'importe laquelle des années particulières 1952-59.

Voici donc le compte "théorique" de l'épargne et de l'investissement qui doit servir de base à la construction de ce modèle:

Investissement		Epargne	
Construction Immobilière	47	Epargne brute des ménages	60
Equipement de base	44	Epargne forcée "publique"	20
Investissements "directs"	53	Autofinancement "privé"	32
Formation de capital des institutions financières	2	Epargne des Inst. Finan.....	10
		Déficit extérieur	24
Total	146	Total	146

Nous ajustons maintenant ces postes à ceux obtenus par l'analyse des bilans des "intermédiaires financiers".

Nous considérons les "intermédiaires financiers" suivants:

- 1° Le Trésor
- 2° La Banque Centrale
- 3° Les Banques Commerciales
- 4° Les institutions financières spécialisées.

Nous commençons par ce 4ème ensemble.

Les Ressources des Institutions Financières spécialisées et leur emploi (1952-1958).

1. — Le Crédit Agricole:

Le Crédit Agricole, qui finance à la fois les agriculteurs (crédits à court terme) et le stockage des produits du ravitaillement pour son propre compte ou celui du Ministère du ravitaillement, se procure les ressources nécessaires auprès de la Banque Centrale et du Trésor, comme le montre le bilan résumé de son activité:

Ressources	1952	1958	Variation
Crédits de la Banque Centrale.....	3,2	24,4	+ 21,2
Concours nets du Trésor.....	12,5	2,7	— 9,8
Total	25,7	37,1	+ 11,4
Emplois			
Concours nets à l'Agriculture ⁽¹⁵⁾	8,8	12,1	+ 3,3
Participations	—	1,9	+ 1,9
Ressources consacrées au Stockage	16,9	23,1	+ 6,2
Total	25,7	37,1	+ 11,4

(15) Crédits accordés à l'Agriculture moins dépôts des Coopératives agricoles.

En moyenne, le Crédit Agricole a emprunté chaque année 1,9 millions à la Banque Centrale et au Trésor pour financer l'Economie à raison de 0,9 million et le stockage à raison de 1,0 million. Si l'on regarde de plus près, année par année, on découvre des variations erratiques assez importantes du volume du Stockage. Cela appartient précisément au côté "historique" dont nous voulons nous abstraire ici. De même, on découvre que le Crédit Agricole a tantôt fait appel à la Banque Centrale, tantôt eu recours au Trésor, qu'il a même une fois (en 1957) fait un emprunt massif à la Banque Centrale (20 millions) pour rembourser de la même somme le Trésor qui a évité ainsi de faire appel directement à la NBE. Cela fait aussi partie de la "petite histoire" des années 1952-58. Dans le modèle théorique on fera abstraction de ces détails et on supposera que la Banque Centrale finance seule le Crédit Agricole, court-circuitant ainsi l'intermédiaire occasionnel que constitue le Trésor.

2. — *Les Institutions Foncières:*

Il y a en Egypte 5 banques foncières, mais on peut sans danger faire abstraction de 3 d'entre elles dont le volume global des affaires, peu important, est resté pratiquement stationnaire au cours de cette dernière période.

Le Crédit Foncier Egyptien, la plus importante de ces banques, emprunte sur le marché financier (il émet des obligations auxquelles souscrivent pour l'essentiel le public c'est-à-dire les Ménages). Il finance la construction immobilière. Ainsi donc, prêtent au compte des Ménages d'une main ce qu'il leur emprunte de l'autre, il peut être également négligé. D'autant plus que son activité, désormais en régression (le volume des prêts et celui des obligations en circulation est chaque année inférieur de 0,5 millions à ce qu'il était l'année précédente), reste peu importante.

Par contre le Crédit Hypothéaire a pris une certaine extension comme le montre l'évolution de son bilan résumé:

Ressources:	1952	1958
Crédits de la Banque Centrale.....	1,2	4,8
Emplois:		
Crédits à la Construction Immobilière.....	—	3,0
Crédits personnels	1,2	1,6
Prêts aux Municipalités	—	0,2
	1,2	4,8

Si l'on fait abstraction des prêts aux municipalités, négligeables, on constate que cette banque prête aux Ménages ce qu'elle emprunte à la Banque Centrale (0,6 millions par an).

La Société pour la Construction des Habitations Populaires, créée en 1954, finance de la même manière la construction immobilière populaire. Elle a emprunté jusqu'à la fin de 1958 3,7 millions de livres à la NBE et les a prêtés aux Ménages qui ont acheté à tempérament les logements qu'elle construit.

Enfin, l'Organisme de Construction des Bâtiments Publics (Organisme public créé en 1953), vend à tempérament aux ministères intéressés les bâtiments dont il finance la construction en empruntant des fonds aux Caisses publiques de retraite. Voici les chiffres qui retracent l'évolution de son activité:

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Recettes (annuités)	—	0,5	0,8	1,0	1,4	2,0	9,9
Emprunts nouveaux	2,2	3,0	3,6	2,2	4,0	4,4	
Constructions nouvelles	2,2	3,5	4,4	3,2	5,4	6,4	8,6

3. — La Banque Industrielle:

Créée en 1948 cette Banque finance l'industrie (Crédits et participations) grâce aux fonds qu'elle se procure auprès de la Banque Centrale.

	1952	1958
Ressources: Crédits de la Banque Centrale	0,2	5,5
Emplois: Concours à l'Industrie	0,2	5,5

4. — La Caisse d'Epargne Postale:

Les dépôts des épargnants sont passés de 28,4 millions fin 1952 à 34,8 millions fin 1958. La Caisse investit ses fonds en obligations publiques.

5. — Les Assurances et l'Epargne Obligatoire:

Les réserves des Compagnies d'Assurances qui se sont régulièrement accrues de 3,5 millions par an, ont été investies, conformément à la loi, de la manière suivante:

Obligations publiques	1.5 millions
Portefeuille et participation	0.6 „
Prêts hypothécaires et personnels	0.6 „
Dépôts bancaires	0.3 „
Construction immobilière	0.5 „
	3.5 „

Quant aux réserves des Caisses publiques de retraites (excédent des recettes sur les dépenses) créées en 1952, elles sont en augmentation rapide comme le montre le tableau suivant:

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Recettes	0,9	4,6	6,3	6,2	7,8	9,3	9,0
Dépenses	—	0,2	0,7	1,9	1,8	1,2	1,7
Excédent	0,9	4,2	5,6	4,3	6,0	8,1	7,3

Ces réserves ont été investies de la manière suivante (moyennes annuelles):

Prêts personnels aux fonctionnaires	0.5 million
Prêts à l'OCBP	3.2 „
Obligations publiques	1.5 „
Total	5.2 „

De son côté, l'Organisme de l'Epargne ouvrière, créé en 1955, investit ses réserves en voie de constitution en participations industrielles et crédits à l'Industrie. Ses réserves ont augmenté successivement de 0,5, 1,5 puis 2,2 millions de livres en 1956-57 et 58.

6. — *L'Organisme de Développement Economique:*

Créé en 1957 cette Institution financière est chargée de gérer les investissements du secteur public. Ayant hérité d'un capital considérable constitué par les participations de l'Etat aux Sociétés créées de 1952 à 1957 (Fer et Acier, etc...) et de la grande masse des Sociétés françaises et britanniques nationalisées, l'ODE, qui est appelé à jouer un rôle important dans le financement du plan quinquennal, a investi 12 millions de livres supplémentaires au cours des 2 années 1957 et 1958. L'ODE s'est procuré les fonds nécessaires par l'émission d'obligations auxquelles la Banque Centrale a souscrit à concurrence de 4 millions et les Banques Commerciales à concurrence de 6 millions. Les profits non distribués provenant de son portefeuille ont fourni 2 millions.

Le Compte Consolidé des Institutions Financières Spécialisées

Le compte consolidé des Institutions financières étudiées s'établit pour la période 1952-1958 comme suit:

Ressources		Emplois	
Conc. de la Banque Centrale	37,8	Financ. de la Constr. Immobilière	13,7
Dépôts d'épargne.....	5,0	Financ. de l'équip. de base.....	19,2
Concours des Banques Commer. ..	5,8	Financement de l'Industrie	30,3
Autofinancement	58,4	Concours au Trésor	32,8
		Concours aux Banques	1,8
		Formation de Capital	9,2
	107,0		107,0

Si maintenant on fait abstraction du recours occasionnel du Crédit Agricole au Trésor (recours qui fut négatif pour la période étudiée) le compte "théorique" annuel s'établit de la manière suivante:

Ressources		Emplois	
Des Ménages	1	Aux Ménages	2
De la Banque Centrale	5	A l'équipement de base	3
Autofinancement	10	Aux investis. "directs"	5
		Au Trésor	4
		Formation de Capital	2
	16		16

Les Comptes du Trésor et de la Banque Centrale

Le Trésor assure le financement des investissements publics (équipement de base et investissements "directs" publics) à concurrence de 26 millions par an comme le montre le calcul suivant:

Epargne forcée et autofinancement public	20
Financement à charge de l'OCBP.....	3
Financement à charge du Trésor	26
Investissements publics	49

Le Trésor se procure les ressources nécessaires grâce à ses émissions auxquelles souscrivent les institutions financières et le public.

La dette publique est passée, de fin 1952 à fin 1958, de 173 millions à 322 millions. L'augmentation annuelle moyenne a donc été de 25 millions.

On a vu que les institutions financières avaient souscrit à ces émissions à concurrence de 4 millions par an. On verra que les Banques Commerciales ont fourni un million par an. Au bilan de la NBE on trouve une augmentation des concours nets au Trésor de 23 millions par an. L'ensemble du marché monétaire et financier a donc fourni 28 millions par an. La différence entre ce dernier chiffre et celui du financement à charge du Trésor (26 millions) provient de ce que le public s'est défait de titres de la dette publique au rythme annuel moyen de 2 millions.

Voici maintenant l'évolution annuelle des postes du Bilan de la Banque Centrale:

Nature des Concours	Egypte et Soudan				Rég. Egyptien.	
	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Concours nets au Trésor	- 0,9	- 5,0	+46,1	+61,6	+32,9	+ 1,2
Actifs nets étrangers	- 8,3	- 0,5	-35,0	-31,8	-34,5	-33,1
Con. nets aux banques com.	- 0,9	+14,1	-10,6	+ 1,5	-12,4	+19,0
Autres concours nets	-17,9	-10,4	- 2,7	+ 9,8	+10,0	+ 4,8
Billets en circ. (signe contr.) .	+28,0	+ 1,8	+ 2,2	-41,1	- 1,3	+ 8,1

Le compte annuel "moyen" s'établit donc comme suit:

Concours nets au Trésor	+ 23
Actifs nets étrangers	- 24
Concours nets aux Banques Commerciales	+ 2
Autres concours nets	- 1
Billets en circulation	—

La coïncidence remarquable entre ce compte "moyen" et le compte théorique du Trésor auquel nous sommes parvenus par nos estimations nous autorise à l'optimisme. On sait que la Banque Centrale, véritable plaque tournante, joue un rôle décisif dans l'analyse des flux monétaires et financiers.

Néanmoins, les fluctuations annuelles des concours nets au Trésor telles qu'elles ressortent de l'analyse du bilan, sont fort éloignées de celles esquissées dans notre schéma. C'est là, précisément, que les particularités historiques de chacune des années de la période 1952-58 interviennent. Les différences proviennent du jeu des éléments suivants:

1. — Le déficit public à charge du Trésor calculé par nous constitue la moyenne arithmétique du déficit de 2 années financières consécutives. Cette manière de calculer, ainsi que le fait que les recettes de l'Etat et ses dépenses ne sont pas également réparties au cours de l'année, peuvent conduire à des résultats assez éloignés de ceux que l'on obtient en comparant les concours nets au Trésor tels qu'il ressortent des bilans de la banque centrale au 31 Décembre de 2 années successives. Mais il va de soi que sur un certain nombre d'années les 2 chiffres doivent se rapprocher.

2. — Le Trésor finance le Stockage du Comité du Coton. Cette activité n'a pas été prise en considération par nous. Or, les fluctuations de ces stocks d'une année à l'autre sont très importantes. Mais sur un nombre suffisant

d'années elles doivent disparaître en moyenne, puisque les stocks finissent toujours par être exportés. C'est pourquoi nous avons pu faire abstraction de ce financement à charge du Trésor.

3. — Les stocks du Crédit Agricole marquent des fluctuations erratiques importantes qui s'annulent si l'on fait la moyenne de plusieurs années. D'autre part, le Crédit Agricole fait tantôt appel à la Banque Centrale, auquel cas les avances qui lui sont faites à fin de stockage paraissent au poste "autres concours nets" de la NBE, tantôt il fait appel au Trésor et les avances qui lui sont accordées s'accompagnent alors d'avances équivalentes de la NBE au Trésor.

4. — Certaines années, les dépôts d'organismes publics autonomes (notamment du Canal de Suez) auprès du Trésor ont pris une extension considérable. Mais en moyenne sur un certain nombre d'années les fluctuations de ces dépôts (qui proviennent des recettes nettes de ces organismes qui doivent un jour ou l'autre être "payées" au Trésor) doivent disparaître. Ajoutons que les entreprises françaises et britanniques placées sous séquestre en 1956 ont déposé leurs fonds liquides auprès du Trésor. Cette situation très exceptionnelle (les entreprises privées n'ont jamais eu de compte-courants au Trésor en Egypte) ne mérite pas d'être retenue dans un modèle théorique qui doit mettre en évidence seulement les relations fondamentales du système actuel.

5. — Les liquidations de titres de la dette publique que la NBE a dû racheter au public n'ont pas été étalées régulièrement sur la période étudiée mais ont eu lieu à certaines périodes seulement.

Ainsi donc en faisant disparaître par le calcul de moyennes les fluctuations erratiques sans valeur explicative générale, nous avons pu construire un modèle général qui nous aidera davantage à construire une projection pour les années à venir qu'en choisissant une année quelconque de la période 1952-58.

Si maintenant on cherche à reconstruire le modèle "théorique" du comportement de la NBE en éliminant les postes relatifs au Soudan où les billets de banque égyptiens ont été retirés de la circulation en 1957 (pour la somme de 23,4 millions) on obtient le schéma suivant:

Concours nets au Trésor		+ 23
Actifs nets étrangers		— 24
Concours nets aux Banques Commerciales		+ 2
Concours nets aux Institutions Financières Spéc.		+ 5
Variation des dépôts privés		0
Variation des crédits aux entreprises		— 2
Variation des billets en circulation (signe contraire)		— 4

Les Comptes des Banques Commerciales et le Marché Monétaire

La comparaison du bilan global des banques commerciales permet d'établir le compte "moyen" de leurs ressources et de leurs emplois.

Ressources :	1952	1958	Variation
Dépôts	154,3	237,1	+ 82,8
Avances de la Banque Centrale.....	4,4	20,5	+ 16,1
	<u>158,7</u>	<u>257,6</u>	<u>+ 98,9</u>
Emplois :			
Bons du Trésor	2,1	—	— 2,1
Obligations publiques	7,0	17,4	+ 10,4
Obligations de l'ODE.....	—	5,8	+ 5,8
Actifs nets étrangers	9,1	12,9	+ 3,8
Dépôts auprès de la Banque Centrale	38,2	45,0	+ 6,8
Crédits	102,3	176,0	+ 74,2
	<u>158,7</u>	<u>257,6</u>	<u>+ 98,9</u>

Le compte annuel "moyen" s'établit comme suit :

Ressources		Emplois	
Dépôts	14	Concours au Trésor	1
Concours nets de la Banque Centrale	2	Concours à l'Economie.....	15
	<u>16</u>		<u>16</u>

On remarquera la faible importance des concours de la Banque Centrale.

Les dépôts bancaires, d'après une enquête que nous avons faite auprès de certaines banques, proviennent à concurrence de 50% des ménages, de 50% des entreprises.

Le rôle du Marché monétaire et financier dans le financement des "investissements directs"

Les investissements "directs", au total 53 millions par an, ont été financés de la manière suivante :

1. — Par voie d'autofinancement à concurrence de 32 millions (60%).
2. — Par le Trésor à concurrence de 5 millions (9%) fournis aux entreprises "publiques" (au sens étroit) et sous forme de participations publiques.
3. — Par les institutions financières spécialisées à concurrence de 5 millions (9%).
4. — Par les banques commerciales à concurrence de 6 millions (11%). Ce chiffre représente le montant global des crédits des banques commerciales.

(+15 millions) et de la NBE (—2 millions) diminué des dépôts des entreprises (7 millions). On voit ici comment les banques commerciales jouent un rôle important dans le financement des entreprises et comment aussi elles parviennent à faire face au besoin grandissant de liquidités qui accompagne la croissance du revenu national.

5. — Par le public à concurrence de 5 millions (9%). Ce chiffre représente le montant global des souscriptions du public aux émissions des entreprises (7 millions) diminué de celui des crédits à la consommation accordés par les entreprises aux ménages (2 millions).

L'émission annuelle moyenne sur le marché des capitaux a été de 15 millions de livres. L'Etat a soucrit pour 4 millions par an, les institutions financières spécialisées pour 4 autres millions, le public pour 7 millions. Quant aux crédits à la consommation, ils se réduisent aux ventes à tempérament d'automobiles et d'appareils ménagers dont l'importation annuelle est voisine de 4 millions de livres.

Le Marché Monétaire et Financier et les Comptes des Ménages

L'excédent de l'épargne brute des ménages (60 millions) sur la construction immobilière (47 millions), soit 13 millions, constitue la contribution nette des ménages au financement du marché monétaire et financier. Cette contribution, plus celle des institutions financières (8 millions nets), constitue environ 46% des concours apportés par le marché monétaire et financier au financement des investissements (24 millions pour l'équipement de base et 21 millions pour les investissements "directs"). La différence, soit 24 millions, a été fournie par la Banque Centrale, par le canal du Trésor et des Institutions financières spécialisées. Cet apport inflationniste a été compensé au bilan de la banque par l'effet déflationniste du déficit extérieur.

Remarquons enfin que l'équilibre monétaire général a été sauvegardé grâce à la très forte préférence pour la liquidité. Les ménages ont en effet conservé 12 millions de livres soit 20% de leur épargne brute, sous forme liquide, ne consentant à souscrire aux émissions des Sociétés qu'à concurrence de 7 millions seulement. Les entreprises ont conservé 50% des facilités bancaires qui leur ont été accordées sous forme liquide.

Le tableau annexé retrace l'interaction des différents éléments analysés. Pour chaque compte d'agent économique (Ménages, Equipement de base, Investissements "directs" et Etranger) ainsi que pour chaque compte d'intermédiaire financier (Trésor, Banque Centrale, Banques Commerciales, Institutions financières spécialisées), on retrace le mouvement annuel "moyen" des ressources et des emplois. Les opérations sont regroupées sous 4 rubriques :

Comptes	AGENTS ECONOMIQUES										INTERMEDIAIRES FINANCIERS									
	Ménages Constructions immobilières		Etat (Investissem. de base)		Production (Investissem. directs)		Etranger		Trésor		Banque centrale		Banques commer.		Institutions spécialisées					
Opérations	R	E	R	E	R	E	R	E	R	E	R	E	R	E	R	E				
1. Opérations entre inter- médiaires et agents (agents créanciers)																				
Billets de banque		4																		
Dépôts		8				7														
Titres de la dette publique																				
Avoirs en devises étrangères																				
2. Opér. entre agents écon. Crédits à la consom Soucriptions du public..	2	7			7	2														
3. Opér. entre intermédiaires financiers																				
Concours au Trésor.....									28											
Conc. aux banques com.																				
Conc. aux inst. spéc.....																				
4. Opérations entre intermé- diaires et agents (agents débiteurs)																				
Concours du Trésor																				
Conc. de la Banque Cent.			21		5	2														
Conc. des banques com.					15															
Conc. des inst. spécialisées	2		3		5					26		2		15						
5. Raccordement avec la comptabilité nationale:																				
Epargne	60	47	20	44	32	53	24													
Investissement																				
6. Total	66	66	44	44	94	64	24	24	28	28	30	30	16	16	10	2				

1. — Les opérations relatives aux flux monétaires et financiers allant des agents aux intermédiaires (billets de banque, dépôts, titres de la dette publique, avoirs étrangers).

2. — Les opérations entre agents économiques (ventes à crédit et souscriptions du public aux émissions de capitaux).

3. — Les opérations entre intermédiaires financiers (concours au Trésor, aux Banques Commerciales et aux institutions financières spécialisées).

4. — Les opérations relatives aux flux allant des intermédiaires aux agents (concours du Trésor, de la Banque Centrale, des Banques Commerciales, et des Institutions Financières spécialisées).

Le compte de l'épargne et de l'investissement dont les postes sont enregistrés au bas du tableau, permet d'équilibrer les emplois et les ressources pour chaque compte d'agent et d'intermédiaire.

كتب حديثة

ابريل - يونيه سنة ١٩٥٩

OUVRAGES REÇUS

Deuxième Trimestre 1959

Administration ادارة

KIMBLE DAVID . — The machinery of self government, p. 124 Penguin, London, 1959.

Droit international قانون دولي

Annuaire Français de Droit International, 1958, pp. 1003, XXVII, Centre National de la Recherche Scientifique, Paris, 1959.

BISHOP W.W. — International Law, Causes and Materials, pp. 27, 735, Brown, Boston, 1953.

Economie اقتصاد

GANNAGE ELIAS. — Croissance économique et structure au Moyen-Orient, p. 144, Librairie Medecis, Paris, 1958.

HANCE W.A. — African economic development, p. 10, 507, Oxford University Press, London, 1958.

KELF COHEN, R. — Nationalisation in Britain, p. 10, 310, McMillan, London, 1958.

دكتور شعاعه السيد شعاعه : مقدمة في الاقتصاد الزراعي ، ص ١٢٠ ، المؤلف ، القاهرة سنة ١٩٥٩

SHEPARD, CLOUGH, B. — The economic development of western civilization, p. 14, 540, McGrawth, London, 1959.

Histoire تاريخ

CHURCHILL W.S. — The second World war and epilogue on the years 1945-1959. p. 18, 1033, Cassel, London.

Monnaies نقود

GROOM, ARTHUR. — How money has developed, p. 11, 129, Kegan, London, 1958.

Moyen-Orient الشرق الاوسط

CAMPBELL, JOHN C. — Defense of the Middle East, p. 14, 392, Harper, New York, 1958.

LITTLE, TOM. — Egypt, p. 334, Benn, London, 1958.

MEULEN, D. VAN DER. — The Wells of Ibn Sa'ud: p. 9-270, Murray, London, 1957.

Politiques

مسائل سياسية

BELL, CORAL. — Survey of International Affairs, p. 8, 329, Oxford University Press, p. 360, 3 maps, London, 1957.

BRECHT, ARNOLD. — Political Theory, p. 18, 603, Princeton University Press, New Jersey, 1959.

COLE, J.P. — Geography of World Affairs, p. 377, Penguin, London, 1959.

CROSSMAN, R.H.S. — The charm of Politics & other essays, p. 11, 243, Hamilton, London, 1958.

SATOW, ERNEST. — A guide to diplomat practice, p. 18, 510, Longmans, London, 1958.

VERNADSKY, GEORGE. — The Origins of Russia, p. 10, 354, Clarendon Press, Oxford, 1959.

The Year Book of World Affairs, 1959, pp. XIX, 497, Stevens, London, 1959.

Sciences علوم

HULL, L.W.H. — History and philosophy of Science, p. 11, 340, Longmans, London, 1959.

Sociologie

اجتماع

MYRDAL, GUNNAR. — Value in Social Theory, p. 46, 269, 6 Kegan, London, 1958.

STARK W. — The sociology of knowledge, p. 11, 356, 16, Kegan, London, 1958.

Voyages رحلات

HARBISON, FREDERIK — Human resources for Egyptian enterprise, p. 10, 230, McGrawstell, London, 1958.

المقالات الرئيسية في المجلات المصرية والاجنبية

RELEVÉ DES PRINCIPAUX ARTICLES PARUS DANS LES REVUES ÉGYPTIENNES ET ÉTRANGÈRES

2ème Trimestre 1959

REVUES ÉGYPTIENNES

مجلة غرفة الاسكندرية

السنة الثالثة والعشرون - العدد ٢٧٢ - اسكندرية - مايو سنة ١٩٥٩

النشاط الداخلى : توصيات المؤتمر التجارى
الاول وضرورة الاخذ بها فى تعديل القوانين
والتشريعات ، تنظيم سوق البصل ، سوق
للبصل الوارد بالسيارات - قانون استعمال
اللغة العربية ينفذ فى أول يوليو القادم

فى ندوات الغرفة : الهجرة اليهودية والقومية
العربية - أهمية التكتل الاقتصادى العربى
ضد الخطر الصهيونى

انباء وقوانين وقرارات : الغاء أوراق النقد ١٠٠
و٥٠٠ - تشريعات موحدة العمل والتأمينات
الاجتماعية وانباء أخرى متفرقة

- الاسواق التجارية والمالية فى شهر ابريل
سنة ١٩٥٩

(القطن المصرى - القطن الأمريكى - البذرة ،
الحبوب ، الاوراق المالية)

- متوسط أسعار السلع الهامة فى شهر
ابريل سنة ١٩٥٩

التعارف التجارى

كلمة الشهر : (١) المؤتمر الاول للبترول العربى
(٢) تقدم كبير فى ميدان التصنيع

الجمهورية العربية فى الاسواق الدولية :
سوق ليبزج الدولية من ١ - ١٠ مارس
سنة ١٩٥٩ ، للاستاذ محمود البلدى

مراقبة النقد : مدى الحاجة اليها ومدى
حدودها - للاستاذ احمد جابر
فى تجارة القطن : تنظيم تسويق القطن -
للاستاذ حسين زكى

بين تجارة الدخان وزراعته : ١٦ ألف طن من
التبغ يستوردها الاقليم المصرى سنويا ،
امكان التوسع فى زراعة التبغ فى الاقليم
السورى والعدول عن مشروع زراعته فى
الاقليم المصرى

العلاقات العامة : للاستاذ احمد على

شئون الضرائب : مصلحة الضرائب فى خدمة
المولين - ارشادات وايضاحات مفيدة

من وقائع الشهر : تقدم كبير فى برنامج
التصنيع ، السياسة الزراعية تقدم على
التعاون مع صيانة الملكية الفردية ، المؤتمر
الاول للبترول العربى

BULLETIN DE LA CHAMBRE DE COMMERCE EGYPTIENNE D'ALEXANDRIE

23ème année — No. 272 — Alexandrie, 1959

Le 1er Congrès arabe du pétrole.

Grand progrès dans le domaine in-
dustriel.

مجلة غرفة الاسكندرية التجارية

السنة الثالثة والعشرون - العدد ٢٧٣ - اسكندرية - بونية سنة ١٩٥٩

التجارة الخارجية - الاتفاق التجاري واتفاق
الدفع طويل الاجل لتنمية التبادل التجاري
بين الجمهورية العربية والجمهورية
الديمقراطية الالمانية سنة ١٩٥٩-١٩٦١
- تعديلات في السلع المحظور استيرادها
شؤون الضرائب : بعض الاعفاءات الضريبية
المقررة في الاتفاقات الدولية بين الحكومة
وبين هيئة الامم المتحدة ووكالاتها المتخصصة
أبناء وقوانين وقرارات مختلفة : انتخابات
الاتحاد القومي
- الاسواق التجارية والمالية في شهر مايو
سنة ١٩٥٩
- (القطن المصري ، القطن الامريكي ، البذرة
الحبوب ، الاوراق المالية)
التعارف التجاري

احمد الالفي : من أجل التجار - مشروع صندوق
للمساعدات الاجتماعية
السيد أبو الذهب : لتنشيط النهضة الاقتصادية
باسكندرية (مقترحات)
حسين الديب : العلم في خدمة النهضة - حاجة
العالم الى الطاقة المحركة وكيف يحصر
الاقليم الجنوبي على حاجته من الطاقة المائية
دكتور زكي شبانه : أثر الانتاج القطنى في
اقتصاديات البلاد العربية
دكتور زكي بدوى : قانون العمل الموحد وقانون
التأمينات الاجتماعية - شرح وايضاح
محيى الدين المسيرى : الحركة التعاونية والتعليم
خطة التنمية في برامج السنوات الخمس
النشاط الداخلى للفرقة : تدابير لمعالجة حالة
السوق التجارية الجديدة - توصيات مجلس

BULLETIN DE LA CHAMBRE DE COMMERCE EGYPTIENNE D'ALEXANDRIE

23ème année — No. 273 — Alexandrie, Juin 1959

Pour les commerçants: Projet de Caisse
de Pension pour les Commerçants.
Une caisse de secours sociaux existe
à la Chambre de Commerce par Ah-
med El Alfî.

World Energy Demands & Energy De-
mand & Supply in Egypt by Dr. Hus-
sein El Deeb.

BULLETIN DE LA CHAMBRE DE COMMERCE SUISSE EN EGYPTE

No. 50 — Le Caire, — Avril, 1959

Chronique de la Chambre.

Rapport du Conseil d'Administration à
l'Assemblée Générale Ordinaire du 28
avril 1959.

Recettes et dépenses pour les années
1957 et 1958 et bilan au 31/12/58.

Rapport du Trésorier.

SUISSE—EGYPTE :

Importations suisses de coton de 1949
à 1959.

Les échanges commerciaux égypto-suis-
ses en 1958.

Commerce spécial égypto-suisse en
1957 et 1958.

EGYPTE :

Rapport sur le développement de la si-
tuation cotonnière du 1/1/59 au
31/3/59.

Loi No. 115 de 1958 sur l'emploi de
la langue arabe à la National Bank
of Egypt.

Recettes douanières et droits d'accises.
Nouvelles économiques et diverses.

Nombres indices des prix de gros et
du coût de la vie.

SUISSE :

Aperçu sur la situation économique de
la Suisse.

Les Bourses suisses à fin février 1959.
Nouvelles économiques et diverses.

Cote des changes et billets de banque.

النشرة الاقتصادية للبنك الاهلى المصرى

المجلد الثانى عشر - العدد الاول - القاهرة سنة ١٩٥٩

ملاحظات وتعليقات :

- الاتفاق المالى مع المملكة المتحدة
- اتفاق الدعم مع المجر
- السياحة وصناعة الفنادق
- قناة السويس
- التشريعات الجديدة

- التسوية المالية مع المملكة المتحدة
- سحب فئات البنكنوت الكبيرة من التداول
- اتفاقية القمح الدولية

المقالات الرئيسية :

- ب) الاقليم الشمالى
- الزراعة
- التجارة الخارجية
- حركة النقود والائتمان

- تقدير ميزان مدفوعات الجمهورية العربية المتحدة (الاقليم الجنوبى) يناير - سبتمبر ١٩٥٨

الشئون الاقتصادية :

- فى الخارج
- تجارة المملكة المتحدة مع الشرق الاوسط ١٩٥٦-١٩٥٨
- الاموال الاقتصادية فى اثيوبيا
- تقرير بنك سيلان المركزى عن عام ١٩٥٧-٥٨

- فى الجمهورية العربية المتحدة
- أ : الاقليم الجنوبى :
- حركة النقود والائتمان
- النقد الاجسى
- الذهب
- الاوراق المالية
- القطن
- الرقابة على النقد

القسم الاحصائى

ECONOMIC BULLETIN OF THE NATIONAL BANK OF EGYPT

Vol. XII No. 1 — Cairo, — 1959

Notes and Comments

- The Settlement with the U.K.
- Withdrawal of Notes of Large Denominations.
- International Wheat Agreement.

- Exchange Control Regulations
- The Anglo Egyptian Agreement
- Payments Agreement with Hungary
- Tourism and Hotel Industry
- Suez Canal Traffic
- New Legislation.

Leading Articles

- Balance of Payments Estimates, U.A.R. (Southern Region, January/September 1958).
- Port Traffic in U.A.R. (Southern Region).

Northern Region

- Agriculture
- Foreign Trade
- Money and Credit

Quarterly Economic Review: - U.A.R.

- Money and Credit
- Foreign Exchange
- Gold
- Stock Exchange
- Cotton

Foreign

- U.K. Trade with the Middle East
- Economic Conditions in Ethiopia
- Central Bank of Ceylon Report.

Statistical Section.

مصر الصناعية

السنة ٣٥ - القاهرة يناير ١٩٥٩

شئون الضرائب : من قضاء محكمة النقد -
الضريبة على أرباح الشركاء فى شركات
التضامن

احصاءات الصناعة :

- النصوص التشريعية التى تهم الصناعة

الافتتاحية : تشريع العمل الموحد
- توصيف مختصر للمهن فى صناعة غزل
القطن ونسجه والتجهيز
- مشاكل صناعة المياه الغازية

مسائل العمل : من قرارات هيئات التحكيم

L'EGYPTE INDUSTRIELLE

35ème année — No. 1 — Le Caire, Janvier 1959

Editorial : l'unification de la législation
du travail.

La production mondiale du pétrole en
1958.

Questions du travail : La situation du
travail en 1957/1958.

Sentences des organismes d'arbitrage
(vêtement des travailleurs, chômage
pour entretien, gratification, protec-
tion des ouvriers, augmentations pé-
riodiques, obligation de l'employeur
de fournir la nourriture à ses travail-
leurs).

Questions fiscales : Jurisprudence de
la Cour de Cassation en matière d'im-
pôt sur les bénéfices des associés dans
les sociétés en nom collectif.

Bibliographie :

Relations humaines et relations in-
dustrielles.

The full-fashioned hosiery industry
in the U.S.A.

Foires et expositions.

Statistiques de l'industrie.

Actes législatifs intéressant l'industrie.

السنة ٣٥ - العدد ٢ - القاهرة - فبراير سنة ١٩٥٩

١ - صناعة غزل ونسج القطن فى سنة
١٩٥٨

٢ - صناعة الجلود : انتاج الجلود فى
يناير - يونية سنة ١٩٥٧

٣ - حركة البناء فى يناير - يونية سنة
١٩٥٨

النصوص التشريعية التى تهم الصناعة

الافتتاحية : السوق الأوروبية المشتركة

توصيف مختصر للمهن فى صناعات غزل القطن
ونسجه والتجهيز
- مسائل العمل

شئون الضرائب - شروط الربح **الناجم من**
عمليات شراء وبيع الاوراق المالية لضريبة
الارباح التجارية والصناعية - احصاءات
الصناعة المصرية

35ème année — No. 2 — Le Caire, Février 1959

Editorial : Le Marché Commun Euro-
péen

L'Industrie Cotonnière en 1958

Questions du Travail

Questions fiscales : Jurisprudence de la
Cour de Cassation

Statistique

Actes législatifs intéressant l'indus-
trie.

مصر الصناعية

السنة ٣٥ - العدد ٣ - القاهرة - مارس سنة ١٩٥٩

- | | | | |
|---|---|--|-----------------------------------|
| ١ - الصناعات الاستخراجية في سنة ١٩٥٨ | ٢ - صناعة الاسمنت (الانتاج في سنة ١٩٥٨) | ٣ - صناعة غزل ونسج الحرير في سنة ١٩٥٨ | النصوص التشريعية التي تهم الصناعة |
| الاقتصادية : صناعة الغزل والمنسوجات القطنية
- توصيف مختصر للمهن في صناعات غزل القطن ونسجه والتجهيز (الباب الثالث) | | مسائل العمل : سلطان الارادة في علاقات العمل
معارض وأسواق : معرض دمشق الدولي السادس | |

L'EGYPTE INDUSTRIELLE

35ème année — No. 3 — Le Caire, Mars 1959

Editorial :

- L'Industrie de la filature et du tissage du coton.
- La situation de l'industrie cotonnière en Egypte.

Le Transport :

- La navigation fluviale et maritime en 1958.

Questions du travail :

- Sentences des organismes d'arbitrage (Droit des travailleurs à l'assistance médicale — Protection contre les risques des machines — L'égalité entre les travailleurs — Régime du travail — Assistance médicale).

Statistiques

- Actes Législatifs intéressant l'industrie.

السنة ٣٥ - العدد ٤ - القاهرة - ابريل سنة ١٩٥٩

- | | | | |
|---|------------------------|--|---------------------------------------|
| ١ - اقتصاديات نقل البترول في الاقليم المصري | ٢ - مركز أبحاث البترول | ٣ - مسائل العمل : من قضاء هيئات التحكيم : اجراءات رفع النزاع الى هيئة التحكيم - حق العمال في الرعاية الطبية - السوافية من أخطار الآلات - المساواة بين العمال - نظام العمل - الرعاية الطبية | ٤ - النصوص التشريعية التي تهم الصناعة |
| الاقتصادية : مؤتمر البترول العربي الاول
- اقتصاديات بترول الشرق الاوسط
- الآثار القانونية والاقتصادية والسياسية المترتبة على مبدأ ملكية الدولة للثروة المعدنية الموجودة في اقليمها | | - معهد الدراسات العليا للبترول | |

35ème année — No. 4 — Le Caire, Avril 1959

Editorial: All Arab Petroleum Congress

FAROUK EL HUSSEINY. — The Economics of the Petroleum in the Middle East.

FAROUK MOHAMED EL BAKKARY. — The Legal, Economic and Political

Effects Resulting from the Principle of the State Ownership of the Mineral Wealth in its Territory.

Dr. HASSAN HOSNI ABOU EL SEOUD. — Petroleum Institute.

Actes législatifs intéressant l'industrie.

THE EGYPTIAN COTTON GAZETTE

Volume No. 37 — Alexandria, May 1959

INTERNATIONAL FEDERATION OF COTTON AND ALLIED INDUSTRIES. — The Operation of the Egyptian Testing House.

G.M. RALLI. — Stability Via the Currency Discount. — A Boom to the Foreign Consumer.

INTERNATIONAL ADVISER COTTON COMMITTEE. — Cotton Trade Outlook More Favourable in 1959/60, (Courtesy).

THE ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT, London. — The Future of British Cotton Industry.

Prof. M.P. GHANDI. — Cotton Textile Industry of India. Its Present Position.

THE ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT, London. — The Development of Syrian Cotton.

Spinning Test Report on the Egyptian Cotton Crop of 1958.

Cotton Press Round-Up.

R. DABBOUS. — The Statistical Position of Egyptian Cotton at 1st. June 1959.

Statistical Tables.

المجلة الضريبية التجارية والصناعية

السنة الحادية عشرة — العدد ١٠٣ — الاسكندرية مارس سنة ١٩٥٩

احكام القضاء

LA GAZETTE FISCALE COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

11ème année — No. 103 — Alexandrie 1959

Legislation

Documents.

السنة الحادية عشرة — العدد ١٠٤ — الاسكندرية ابريل سنة ١٩٥٩

عدد خاص

— التأمينات الاجتماعية

— قانون العمل

11ème année — No. 104 — Alexandrie, 1959

Numéro spécial

Code du Travail.

Assurances sociales.

السنة الحادية عشرة — العدد ١٠٥ — الاسكندرية — مايو سنة ١٩٥٩

احكام القضاء

11ème année — No. 105 — Alexandrie, Mai 1959

Jurisprudence
Législation

Circulaires
Documents.

المجلة الضريبية التجارية والصناعية

السنة الحادية عشرة — العددان ١٠٦ — ١٠٧ — الاسكندرية يونيو

تسريع ونظام الاستيراد

LA GAZETTE FISCALE COMMERCIALE ET INDUSTRIELLE

11ème année — Nos. 106-107 — Alexandrie, Juin-Juillet 1959

Législation

Défense civile. — Croissant Rouge. —
Passeports. — Taxe sur transport
maritime. — "Thé et café".

Chronique

Avis du Conseil d'Etat (travail et as-
surances sociales).

Documents

Accords avec: Italie, Chine Populaire,
Liban.

Régime des importations (textes ara-
be et français).

السنة الحادية عشرة — العدد ١٠٨ — الاسكندرية أغسطس سنة ١٩٥٩

احكام القضاء

11ème année — No. 108 — Alexandrie, Août 1959

Jurisprudence

Législation : Passeports (Règlements).
— Contrat travail maritime. Pilota-
ge.

Documents: U.S.R.R. (Shipping) Ger-
man Democratic Republic. Swiss Con-
federation.

REVUE EGYPTIENNE DE DROIT INTERNATIONAL

Volume No. 14 — Le Caire, 1958

ARTICLES DE FOND :

The Sudanese Boundary Conflict.
Mughtar Abdallah (Map, p. 8)

L'Empunt public et les transfor-
mations politiques et terri-
toriales de l'Etat. Mohamed
Taha Badaoui

Chypre et les droits d'auto-dis-
position des peuples et l'in-
surrection en droit des gens.
Bion Smryniadis

NOTES AND COMMENTS :

The Asian-African Legal Consultative Committee — 1958.
Mohamed Hafez Ghanem

Annexes: Answers of Delegation of the United Arab Republic to questionnaires on Sovereign Immunity (p. 74) on Extradition (p. 80), on the Status of Aliens (p. 91) on Dual Nationality (p. 104)

The Geneva Conference on the Law of the Sea — 1958. A Summary

The New Political Unions and their International Status.
Hamed Sultan, J.Y. Brinton

Note sur l'Union des Etats Arabes et sur la République Arabe Unie. *Khairat Said. Boutros B. Ghali*

Sequestration of Enemy Property in Egypt. A Note on Current Developments (Annex: Proclamation N. 5 of 1956 on trade relations with British and French nationals and measures applying to their properties)

Le statut personnel des Britanniques en Egypte. *Sélim Antoine*

Note on Translation of Legislative Terms

JUDICIAL DECISIONS :

Declaration of War (United States District Court of Maryland. April 30, 1958. — United States Court of Appeals, December 11, 1958)

REVIEWS :

The Problem of Historic Bays: La théorie dite des baies historiques. C. Malek (Revue de Droit International pour le Moyen-Orient): Memorandum Concerning Historic Bays. (Secretariat of the U.N.)

Crisis in the Law of the Sea : Community Perspective versus National Egoism. Myres McDougal, William T. Burke (*Yale Law Journal*)

The Contemporary Practice of The United Kingdom in the field of International Law (*International and Comparative Law Review*)

Journal of the International Commission of Jurists (1957-58)

Law in the Service of Peace (*International Association of Democratic Lawyer's Review*, 1957)

Georges Schwarzenberger. — The Legality of Nuclear Weapons (1958)

Annuaire de l'Association des A.A.A. de l'Académie de Droit International (1958)

Mélanges Jean Spiropoulos (Problèmes fondamentaux du Droit International) (1958)

Annuaire Français de Droit International (1957)

Annuaire Suisse de Droit International (1956)

Recueil des Cours de l'Académie de Droit International (t. 89, 90, et 91)

"Egypt and the United Nations" Editorial Comments

DOCUMENTS :

Commission of International Law Report, 1958 (Arbitral Procedure — Diplomatic Intercourse and Immunities)

United Nations Conference of the Law on the Sea (Geneva, 1958)

International Law Association, 1958 (Resolutions on the uses of the waters of International Rivers)

Agreement between the Government of the U.A.R. and Compagnie Financière de Suez (July 14, 1958)

Annexes: Heads of Agreement (April 29, 1958) (p. 338); Law n. 63 of 1958 (p. 340); Fiscal Agency Agreement (343)

Financial Agreements between the Government of the U.A.R.

and France (August 22, 1958)
 Financial and Commercial Agree-
 ment between the Govern-
 ment of the U.A.R. and the
 United Kingdom (February
 28, 1959)

United Arab Republic and the
 United Arab States :

Proclamation of the U.A.R.
 (February 1, 1958)

Provisional Constitution of the
 U.A.R. (March 5, 1958)

Charter of the United Arab
 States (March 8, 1958)

Decrees and Union Laws (March
 13, 1958)

Iraq—Jordan Federation Agree-
 ment (February 14, 1958)

Territorial Waters and Conti-
 nental Shelf. Egypt (1958)

SECTION ARABE

La théorie de la guerre en Islam
Cheikh Mohamed Abou Zahra

En marge de la position de l'Egyp-
 te dans la question des eaux du
 Nil. *Ahmed Moussa*

Les relations internationales des
 Etats du Golfe Arabe (Persique)
Mahmoud Kamel

Unification internationale du droit
 maritime: les conventions de
 Bruxelles du 10 octobre 1957.
Moustafa Kamal Taha

La convention postale universelle
 et ses règles fondamentales.
Anwar Bakir

Les problèmes arabes et interna-
 tionaux, dans le Rapport du
 Secrétaire général des Nations
 Unies

Vues sur les récents ouvrages ju-
 ridiques

Les accords de Suez : Accord de
 principes (29 avril 1958). Ac-
 cord définitif (13 juillet 1958)

Accord entre la Ligue des Etats
 Arabes et l'Organisation Inter-
 nationale du Travail (27 avril
 1958)

Conférence de Tanger. Résolutions
 (30 avril 1958)

Règlement du Conseil des Minis-
 tres séoudiens (22 . Chawal
 1377)

Loi No. 82 de 1958 sur la natio-
 nalité de la République Arabe
 Unie

REVUES ÉTRANGÈRES

AMERICAN JOURNAL OF INTERNATIONAL LAW

Vol. 53, No. 2 — Lancaster, April 1959

BRIGGS, HERBERT W. — The United States & the International Court of Justice.

HUDSON, MANLEY O. — The Thirty-Seventh Year of the World Court.

KERLEY, ERNEST L. — Voting in the United Nations General Assembly.

HEXNER, ERVIN P. — Interpretation by International Organizations of their Basic Instruments.

MILLER, ARTHUR S. — Protection of Private Foreign Investment by Multilateral Conventions.

EDITORIAL COMMENTS :

NOTES & COMMENTS :

JUDICIAL DECISIONS INVOLVING QUESTIONS OF INTERNATIONAL LAW. Brunson MacChesney.

Book Review & Notes :

Books Received.

Periodical Literature of International Law.

Official Documents.

AMERICAN JOURNAL OF INTERNATIONAL LAW

Vol. 53, No. 3 — Lancaster, July 1959

HERBERT W. BRIGGS. — Interhandel : The Court's Judgment of March 21, 1959, on the Preliminary Objections of the United States.

LEO GROSS. — Geneva Conference of the Law of the Sea and the Right of Innocent Passage, through the Gulph of Acaba.

NASSIM HASSAN SHAH. — Discovery by Intervention : The right of a state seize evidence Located within the Territory of the Respondent State.

KRZYSTOF SKUBISZEWSKI. — The Postwar Alliances of Poland and the United Nations Charter.

Editorial Comment :

JAMES N. HYDE. — The act of state Doctrine and the rule of Law.

ALWYN V. FREEMAN. — Non-Belligerent's Right to Compensation for Internment of Foreign Military Personnel.

PITMAN B. POTTER. — Obstacles and Alternatives to International Law.

NOTES & COMMENTS :

JUDICIAL DECISIONS INVOLVING QUESTIONS OF INTERNATIONAL LAW. by BRUNSON MacCHESNEY.

BOOKS REVIEW AND NOTES :

BOOKS RECEIVED

PERIODICAL LITERATURE OF INTERNATIONAL LAW. ELEANOR H. FINCH.

APPLIED STATISTICS

Vol. VIII, No. 2 — London, June 1959

WILLIAM A. BELSON. — Matching and Prediction on the Principle of Biological Classification.

I.D. HILL, G. HORSNELL and B.T. WARNER. — Deferred Sentencing Schemes.

P.C. GRAY and ELISABETH A. PARR. — The Length of Cigarette Stubs.

DENIS H. WARD. — The Use of Edge-Punched Cards in Statistical Computation.

W.F.F. KEMLEY. — Designing a Budget Survey.

E.S. PAGE. — Pseudo-Random Elements for Computers.

Letter to the Editor : Acceptance Sampling.

Meetings of Sections of the Royal Statistical Society.

Book Reviews and Publications Received.

THE BANKER

Vol. CIX, No. 397 — London, February 1959

A Financial Notebook
 Convertibility — at What Risk ?
 The New Currency System in Europe.
 France Takes the Big Way: Bertrand
 de Jouvenel.
 As I see it : Sir Oscar Hobson.
 An Artist's Sketchbook — National Pro-
 vincial Bank, Winchester.

From the Bank Chairmen.
 The Congo's Clouded Prosperity : Ga-
 vin Gordon.
 Credit after the Squeeze.
 American Review.
 International Review.
 Appointments and Retirements.
 Banking Statistics.

Vol. CIX, No. 398 — London, March 1959

A Financial Notebook
 Long Rates in Reflation
 Europe — the Next Steps.
 Is Bigger Public Spending Necessity ?
 J. Enoch Powell.
 New Capital for the Banks
 An Artist's Sketchbook — Barclays
 Bank, Hampstead.
 As I see It : Sir Oscar Hobson.

Who Holds Britain's Cash ? E. Victor
 Morgan.
 Busy Times for Life Offices : Special
 correspondent.
 New Departures in Irish Banking : Dub-
 lin Correspondent.
 American Review.
 International Review.
 Appointments & Retirements.
 Banking Statistics.

Vol. CIX, No. 399 — London, April 1959

A Financial Notebook
 How Much Tax Relief ?
 Europe Cautions Re-Expansion
 Credit in the Battle for Exports.
 P. EINZIG. — To Forward Market in
 Gold.
 Sir Oscar HOBSON : As I see It.
 Wider Markets for Latin America.
 F.E. DANIELS. — American Banks
 through the Recession.

Scotland : A Financial and Industrial
 Survey :
 A. CAMPBELL. — The Earth Bound
 Economy.
 F.S. TAYLOR. — Scots Bankers off the
 Leash.
 The Bank Balance Sheets Analysed.
 American Review.
 International Review.
 Correspondence.
 Appointments and Retirements.
 Banking Statistics.

Vol. CIX, No. 400 — London, May 1959

A Financial Notebook
 Financing the Expansion
 The Economy Surveyed
 ANTHONY CROSLAND. — Labour's
 Economic Policy.
 SIR OSCAR HOBSON. — As I See It.
 G. GAYGAX. — Switzerland's Surfeited
 Money Market.

GORDON LEE. — Building Societies in
 a New Age.
 E. VICTOR MORGAN. — Wales in the
 Recession.
 American Review.
 International Review.
 Correspondence.
 Appointments and Retirements.
 Banking Statistics.

Vol. CIX, No. 401 — London, June 1959

A Financial Notebook
 How soft is the Dollar ?
 Everyman an Investor
 STEPHAN SCHATTMANN. — The Eco-
 nomics of West Berlin
 Sir OSCAR HOBSON. — As I see It.
 ROLF E. LUKE. — Germany's Interest
 Rate Puzzle.

R.F. ALFORD. — London's Money Bro-
 kers
 American Review
 International Review
 Appointments and Retirements
 Banking Statistics.

DROIT SOCIAL

22ème année, No. 4 — Paris 1959

ORGANISATION PROFESSIONNELLE

G.M. Une nouvelle formule de financement de la construction: les sociétés immobilières conventionnées.

ALFRED SAUVY. — La situation économique.

TRAVAIL

J. HEMARD. — Le nouveau statut des agents commerciaux (décret No. 58-1345 du 23 décembre 1959).

R. MONTAGNE. — La famille paysanne devant la loi française (fin).

M. BRAIBANT. — La réquisition de logement des cités ouvrières.

JURISPRUDENCE RECENTE EN
MATIERE SOCIALE

PIERRE LASSAGUE. — La situation sociale.

SECURITE SOCIALE ET
PRESTATIONS FAMILIALES

R. BONNET. — Le régime des retraites minières: Problèmes et perspectives.

GEORGES BERNARD. — Aspects récents des pouvoirs du directeur régional de la sécurité sociale (fin).

M. FR. GAZIER. — L'assiduité scolaire et le service des prestations familiales.

JURISPRUDENCE RECENTE
EN MATIERE DE SECURITE SOCIALE

22ème année, No. 5 — Paris, Mai 1959

ORGANISATION PROFESSIONNELLE

PIERRE MICHAUX. — Le Droit pétrolier au Sahara.

ANDRE G. DELION. — Le Contrôle des entreprises publiques.

Le régime juridique du visa des spécialités pharmaceutiques. Arrêt du Conseil d'Etat.

ALFRED SAUVY. — La situation économique.

TRAVAIL

Les conditions d'exercice de la médecine du travail.

Au sujet de la représentativité des syndicats indépendants.

Jurisprudence récente en matière sociale.

La situation sociale, par Pierre Lassague.

SECURITE SOCIALE ET
PRESTATION FAMILIALE

Anomalies doctrinales et juridiques de l'allocation de salaire unique par Jacques Hochard.

L'exercice de la pharmacie par les pharmacies mutualistes.

Jurisprudence récente en matière de sécurité sociale.

ECONOMETRICA

Vol. 27, No. 2 — Connecticut, April 1959

LEIF JOHANSEN. — Substitution versus fixed production coefficients in the theory of economic growth: A synthesis.

RAGNAR FRISCH. — A complete scheme for computing all direct and cross demand elasticities in a model with many sectors.

EDWIN KUH. — The validity of cross-sectionally estimated behavior questions in time series applications.

EDMOND MALINVAUD. — Programmes d'expansion et taux d'intérêt.

MICHAEL J. BRENNAN. — A model of seasonal inventories.

JOHN W. HOOPER. — Simultaneous Equations and canonical correlation theory.

KENJIRO ARA. — The aggregation problem in input-output Analysis.

RICHARD N. ROSETT. — A Statistical model of friction in economics.

Report of the Cambridge meeting.

Report of the Chicago meeting.

BOOKS REVIEWS.

ECONOMIA INTERNAZIONALE

Vol. XII, No. 2 — Genova, Maggio 1959

E. LUNDBERG. — Cicli economici. Esperienze passate e presenti.

VI SIROTTI. — L'equilibrio generale della produzione e l'ipotesi della "libria entrata".

S.H. WELLISZ AND S. SEGRE. — Economic Planning and the Price Mechanism: The lessons of the Polish Experience.

Discussioni ed esami critici

G.C. CALUCCI. — Una nota critica sui modelli per le previsioni a medio termine dell'Economia nazionale.

Rassegne economiche

W. DE FLORIANI. — Un'indagine econometrica sul consumo del tabacco in Italia.

J. VAN HORN JR. — Gli Aspetti fiscali della collaborazione economica europea.

Bolletino Bibliografico ed emerografico di economia internazionale.

THE ECONOMIC JOURNAL

Vol. LXIX, No. 274 — London, June 1959

RICHARDSON G.B. — Equilibrium, Expectations & Information.

PENROSE, E.T. — Profit sharing between Producing Countries and Oil Companies in the Middle East.

DOSSER, D. — The formulation of development Plans in the British Colonies.

BLACK, J. — A savings & Investment Approach to devaluation.

STUVEL G. — Asset Revaluation and Terms-Trade Effects in the Framework of the National accounts.

HAHN, F.H. — The theory of selling costs.

ROSE, H. — The possibility of warranted growth.

GREY, A.L. & BROGGIE, M.D. — The rate of interest, Marginal Efficiency of Capital & Investment programming: A rejoinder.

Reviews.

Notes & Memoranda

Recent periodicals & New Books.

ECONOMICA

Vol. 26, No. 10 — London, February 1959

HARRY G. JOHNSON. — British Monetary Statistics.

E.H. PHELPS BROWN & SHEILA V. HOPKINS. — Builders' Wage-rates, Prices & Population: Some Further Evidence.

RONALD L. MEEK. — The Physiocratic Concept of Profit.

M. W. FLINN. — Abraham Darby and the Coke-smelting Process.

K. KLAPPHOLZ & J. AGASI. — Methodological Prescriptions in Economics.

Book Reviews.

Books Received.

Vol. 26, No. 102 — London, May 1959

FRANK WHITSON FETTER. — The Politics of the Bullion Report.

KENNETH J. ARROW. — Rational Choice Functions & Orderings.

M. H. PESTON. — On the Sales Maximization Hypothesis.

A. H. LAND HAROLD W. KUHN — Factor Endowments & Factor Prices. Mathematical Appendix.

J. BLACK. — Inflation & Long-run Growth.

W. PETERS. — Productivity-Geared Wage Policies. A Comment.

KELVIN LANCASTER. — A Further Note.

PETER NEWMAN. — A Further Note on Revealed Preference.

ALAN T. PEACOCK. — The Rehabilitation of Classical Debt Theory.

Book Reviews.

Books Received.

ETUDES ET CONJONCTURE

14ème année, No. 4 — Paris, Avril 1959

L. CHAUVET. — Niveau relatif des dépenses des particuliers suivant le département.

J. KLATZMANN. — La situation du marché du vin.

P. BERGER. — Evolution et influence des encaisses thésaurisées.

C. SIMON. — Le Conseil d'assistance économique mutuelle et la collaboration économique entre les pays de l'Europe Orientale.

14ème année, No. 5 — Paris, Mai 1959

R. JANKELIOVITCH. — Situation et perspective dans l'industrie et le commerce en février—mars 1959, d'après les chefs d'entreprises.

CH. SEBASTIANI. — Le commerce extérieur de l'Allemagne occidentale depuis 1954.

14ème année, No. 6 — Paris, Juin 1959

L. CHAUVET. — L'évolution des revenus départementaux des particuliers de 1951 à 1955-1956.

F. GUERARD. — Les résultats du salon des arts ménagers 1959.

L. A. VINCENT. — Evolution récente de la productivité nationale en France.

J. PUTHOD. — Le commerce extérieur de l'Allemagne orientale et le commerce interzone.

FOREIGN AFFAIRS

Vol. 37, No. 2 — Lancaster, Pa., Janvier 1959

GEORGE F. KENNAN. — Disengagement Revisited.

ALBEOT' WOHBSTETTER. — The Delicate Balance of Terror.

LEOPOLD H. HAIMSON. — Three Generations of the Soviet Intelligentsia.

CHARLES BARTON MARSHALL. — Reflections on Revolution in Pakistan.

MILDRED ADAMS. — Twenty years of Franco.

BRUNO KREISKY. — Austria Draws the Balance.

HERBET FIES. — The three who lead.

JOHN MICHAEL MONTIAS. — Economic Reform & Retreat in Yugoslavia.

PANAYOTIS PIPINELIS. — The Greco-Turkish Fued Received.

FRANK N. TRAGER. — Political Divorce in Burma.

ROBERT A. RUPEN. — Inside Outer Mongolia.

HENRY L. ROBERTS. — Recent Blocks on International Relations.

RUTH SAVORD. — Source Material.

Vol. 37, No. 3 — Lancaster, Pa., April 1959

PAUL-HENRI SPAAK. — New Tests for NATO.

FRANZ-JOSEPH STRAUSS. — Soviet Aims & German Unity.

PER JACOBSON. — Toward More Stable Money.

OLEG HOEFFDING. — Substance & Shadow in the Soviet Seven Year Plan.

MARTIN B. TRAVIS & JAMES T. WALKINS. — Control of the Panama Canal: An Obstacle Shibboleth ?

PEREGRINE WORSTHORNE. — Class & Conflict in British Foreign Policy.

G. P. GOOCH. — Franco-German Co-existence at Last ?

PAUL-MARC HENRY. — Pan-Africanism: A Dream Come True.

- JOHN F. KENNEDY. — Accountable Government in Argentina.
 S. WALTER WASHINGTON. — Student Politics in Latin America: The Venezuelan Example.
 HERBERT TINGSTEN. — Issues in Swedish Foreign Policy.

- ARNOLD RIVKIN. — Israel & the Afro-Asian World.
 JACQUES FREGMOND. — Supervising Agreements: The Korean Experience.
 HENRY L. ROBERT. — Recent Books on International Relations.
 RUTH SAVORD. — Source Material.

INTERNATIONAL MONETARY FUND STAFF PAPERS

Vol. VII, No. 1 — Washington, April 1959

- J.J. POLAK. — Financial Statistics and Financial Policy.
 RICHARD GOODE AND RICHARD S. THORN. — Variable Reserve Requirements against Commercial Bank Deposit.
 S. KANESATHASAN. — Export Instability and Contracyclical Fiscal Policy in Underdeveloped Export Economies: A Case Study of Ceylon Since 1948.

- S.C. TSIANG. — The Theory of Forward Exchange and Effects of Government Intervention on the Forward Exchange Market.
 HANG SHENG CHENG. — Statistical Estimates of Elasticities and Propensities in International Trade: A Survey of Published Studies.

JOURNAL OF THE AMERICAN STATISTICAL ASSOCIATION

Vol. 54, No. 285 — Washington, March 1959

- HOADLEY W. E. — Statisticians — Today & Tomorrow.
 FELS E.M. — Some Soviet Statistical Books of 1957.
 STERILING, T.D. — Publication decisions and their Possible Effects on Inferences Drawn from Tests of Significance — or Vice Versa.
 HAMMOND, E. C. — Inhalation in relation to Type and amount of smoking.
 SOBOL, M. CROSS. — Panel Mortality and Panel Bias.
 NISSELSON, H. & WOOLSEY T. D. — Some Problems of the Household Interview Design for the National Health Survey.
 DALENIUS, T. & HODGES, J. L. — Minimum Variance Stratification.
 JONES, H. L. — How many of a group of random numbers will be Usable in selecting a particular Sample?
 GOODMAN, L. A. & KRUSKAL, W. H. — Measures of Association for cross classifications II.
 MACKINNON, W. J. — Compact Table of Twelve Probability levels of the Symmetric Binominal Cumulative Distribution for sample Sizes to 1,000.

- MADANSKY, A. — The Fitting of Straight Lines when both Variables are subject to Error.
 WAGNER, H. M. — Linear Programming Techniques for Regression Analysis.
 WALSH, J. E. — Comments on "The Simplest Signed-Rank Tests".
 WALLACE, D. L. — Simplified Beta-Approximations to the Kruskal-Wallis H. Test.
 SAVAGE, I. R. — A Production Model and Continuous Sampling Plan.
 SEAL, K. C. — A Single Sampling Plan for Correlated Variables with a single-sided Specification Limits.
 WILLIS, R. H. — Lower Bound Formulas for the Mean, Intercorrelation Coefficient.
 CLAWSON, M. — Statistical Data Available for Economic Research on certain Types of Recreation.

NOTES ABOUT AUTHORS.

- BOOKS REVIEWS by Philip Bourque,
 Jerry W. Combs.
 Publication Received.

JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL

86ème année, No. 3 — Paris, Juillet-Août-Septembre 1959

I. DOCTRINE

DR. JAROSLAV ZOUREK. — Quelques observations sur les difficultés rencontrées lors du règlement judiciaire des différends nés du commerce entre les pays à structures économiques et sociales différentes.

L. J. BLOOM-COOPER. — De la compétence en matière de liquidation des sociétés étrangères en Angleterre.

II. JURISPRUDENCE

III. DOCUMENTS

Traité instituant la Communauté Européenne de l'Energie Atomique (EURATOM).

THE JOURNAL OF POLITICAL ECONOMY

Vol. LXVII, No. 2 — Chicago, April 1959

DAVID GRANICK. — An Organizational Model of Soviet Industrial Planning.

JOHN H. POWER. — Price Expectations, Money Illusion, & The real Balance.

HENRY ALLEN LATANE. — Criteria for choice among Risky Ventures.

ALAN H. GLEASON. — Foster & Catchings: A Reappraisal.

BORIS C. SWERLING. — Income Protection for Farmers: A Possible Approach.

C. R. WHITTLESEY. — Congressional Hearings & the Federal Reserve.

BRANKO HORVAT & VLADO RASCOVIC. — Workers's Management in Yugoslavia: A Comment.

Reply.

Book reviews.

Books received.

Vol. LXVII, No. 3 — Chicago, June 1959

LAWRENCE FISHER. — Determinants of Risk Premiums on Corporate Bonds.

D. HAMBERG. — Production Functions, Innovations and Economic Growth.

W. M. GORMAN. — The Effect of Tariffs on the Level and Terms of Trade.

AMTZ MORAG. — Deflationary Effects of Outlay and Income Taxes.

ALLAN H. MELTZER. — The Behavior of French Money Supply: 1938-54.

RICHARD R. NELSON. — The Simple Economics of Basic Scientific Research.

RAYMOND F. MIKSELL. — Dollar Shortage: A Modern Myth.

Book Reviews.

Books Received.

JOURNAL OF THE ROYAL STATISTICAL SOCIETY

Vol. 122, pt. 1 — London, 1959

LYDALL, H.F. — The long-term Trend in the Size distribution of Income.

PEARSON, E.S. — Report of the Committee on the Supply of and Demand for Statisticians.

FLORENCE, P. SARGANT. — Size of Company & Other Factors in Dividend Policy.

Reviews of Books.

Statistical Notes, Additions to Library, periodical returns.

THE MIDDLE EAST JOURNAL

Vol. 13, No. 2 — Washington, D.C. Spring 1959

RIYADH

- H. ST. B. PHILBY. — Riyaah: Ancient & Modern.
 FREDERIC C. THOMAS Jr. — The Ju-haina Arabs of Chad.
 WILLARD A. BELING. — Recent development in Labor Relations in Bahrain.

- Developments of the Quarter.
 Documents.
 Book Reviews.
 Bibliography of Periodical Literature
 Readers Commentary.

THE QUARTERLY JOURNAL OF ECONOMICS

Vol. LXXIII No. 2 — Cambridge Mass, May 1959

- ROBERT OZANNE. — Impact of Unions on Wage Levels and Income.
 J. HERBERT FURTH. — U.S. Balance of Payments in the Recession.
 C.R. WHITTLESEY. — Credit Policy at the Discount Window.
 PAUL A. SAMUELSON. — A Modern Treatment of the Ricardian Economy — II.
 FREDERICK T. MOORE. — Economics of Scale: Some Statistical Evidence.
 EVA MUELLER. — Consumer Reactions to Inflation.
 BELA A. BALASSA. — Mill and the Law Markets.

- THOMAS MAYER. — Empirical Significance of the Real Balance.
 K. J. ARROW AND W. M. CAPRON. — Dynamic Shortages and Price Rises: the Engineers Scientist Case.
 ROBERT E. KUENNE. — Hicks's Concept of Perfect Stability in Multiple Exchange.
 ANTHONY Y.C. KOO. — Dealer-Manufacturer Relationship in Automobile Industry.
 RICHARD M. DAVIS. — The Speculative Demand for Money.
 Notes and Discussions.
 Recent Publications.

REVUE CRITIQUE DE DROIT INTERNATIONAL
PRIVE

Vol. XLVIII, No. 2 — Paris, Avril-Juin 1959

1ère partie

DOCTRINE ET CHRONIQUE

- JEAN DERRUPE. — La nationalité étrangère devant le juge français.
 RENE SAVATIER. — Le Marché Commun au regard du droit international privé.
 HENRI BATTIFOL et PH. FRANCESKAKIS. — L'arrêt Boll de la Cour Internationale de Justice et sa contribution à la théorie du droit international privé.

2ème partie

JURISPRUDENCE

- I. — Nationalité et domicile
Déclaration de nationalité
 II. — Condition des étrangers.
Baux à loyer.
 III. — Conflits de lois
Connaissance. — Filiation légitime.
 IV. — Conflits de juridictions.
Divorce. — Sentence arbitrale.
Convention franco-belge du 8 juillet 1899. — Jugement étranger. — Preuve.

3ème partie. — DOCUMENTATION

4ème partie. — BIBLIOGRAPHIE

REVUE DE DROIT INTERNATIONAL ET DE DROIT COMPARE

36ème année No. 1-2 — Bruxelles, 1959

DOCTRINE

Droit comparé :

H. VALLADAO. — Evolution et Universalité du droit comparé.

Droit public :

E.T. VAN CUSTEM. — Statut de la Sarre.

Droit civil :

CHEVEUX. — La paternité naturelle en droit Allemand & Suisse.

Législation.

Législation du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

Législation étrangère.

Jurisprudence.

Bibliographie.

Informations.

Comptes Rendus.

REVUE D'ECONOMIE POLITIQUE

69ème année, No. 2 — Paris, Mars-Avril 1959

MAURICE FRECHET. — Le rôle d'Emile Borel dans la théorie des jeux.

JACQUES RUEFF. — Sur un point d'histoire. Le Niveau de la stabilisation Poincaré.

ANGEL RUGINA. — Un programme de stabilisation économique, financière et sociale pour la France.

J.L. GUGLIEMI et P. CARRERE. — Chronique de Conjoncture.

Notes et memoranda.

Revue des Livres.

69^e Année, No. 3 — Paris, Mai-Juin 1959

RENE COURTIN. — Pierre Fromont.

JOSEPH LAJUGIE. — Les Conditions d'une politique de développement régional pour les pays du marché commun.

GASTON LEDUC. — L'organisation de la zone Franc. Evolution récente et vues d'avenir.

PIERRE MOUSSA. — Fonctionnement et équilibre de la zone franc.

NOTES ET MEMORANDA

I. René Courtin: Une approche nouvelle des problèmes de répartition.

II. Henri Guitton: Un Manuel pour les ingénieurs économistes.

REVUE ECONOMIQUE

Vol. X, No. 1 — Paris, Janvier 1959

JEAN MARCHAL. — La théorie de la répartition du revenu national et les catégories de capitalistes.

ALAIN BARRERE. — La combinaison des facteurs productifs et l'intensité du capital.

ANDRE PAGE. — Objectifs actuels de la théorie du salaire.

PIERRE DIETERLEN. — Un problème actuel: la répartition du revenu national.

PHILIPPE MICHAUX. — Le revenu du groupe médical.

GOTTFRIED EISERMANN. — La situation de la science économique en Allemagne.

JEAN WEILLER. — Une économie internationale.

Notes bibliographiques.

REVUE ECONOMIQUE

Vol. X, No. 2 — Paris, Mars 1959

MAURICE BYE. — L'opération des 27-28 décembre 1959.

MANLIO RESTA. — Analyse d'une récession. Essais socio-culturels au développement économique. L'exemple de l'Islam en Algérie.

GERARD WEILL. — Le rôle des facteurs structurels dans l'évolution des rémunérations salariales au XIXème siècle.

G. H. BOUSQUET. — Un précurseur totalement inconnu de l'étude mathématique du revenu national: Joseph Lang.

JEAN MEYNAUD. — Une analyse américaine du patronat français.

HENRI BARTOLI. — Chronique de la pensée économique en Italie.

CLAUDE FOHLEN. — Sur le blocus continental.

Notes bibliographiques.

REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE

Vol. IX, No. 1 — Paris, Mars 1959

Présentation.

MICHEL DEBRE. — La nouvelle Constitution.

NICHOLAS WAHL. — Aux origines de la nouvelle Constitution.

FRANÇOIS GOGUEL. — L'élaboration des institutions de la République dans la Constitution du 4 octobre 1958.

GEORGES BURDEAU. — La conception du pouvoir selon la Constitution du 4 octobre 1958.

MAURICE DUVERGER. — Les institutions de la cinquième République.

MARCEL MERLE. — La Constitution et les problèmes d'outre-mer.

RENE REMOND. — Le nouveau régime et les forces politiques.

Annexe documentaire et bibliographique :

I. — Discours du général de Gaulle à Bayeux (16 juin 1946).

II. — Constitution du 4 octobre 1958.

III. — Note sur le nouveau régime électoral.

IV. — Eléments de bibliographie sur la Constitution de 1958.

Vol. IX, No. 2 — Paris, Juin 1959

FRANÇOIS GOGUEL. — En mémoire d'André Siegfried.

JEAN MEYNAUD. — Les Mathématiciens et le pouvoir

La vie politique en Italie :

JEAN BESSON. — Les élections italiennes du 25 mai 1958.

MATTEI DOGAN. — Le Comportement politique des Italiens.

M. FLORY, R. LE TOURNEAU, J.-P. TRYSTRAM. — L'Afrique du Nord: état des travaux.

MADELEINE GRAWITZ. — Monographie du parti socialiste à Lyon. Note documentaire.

JEAN MEYNARD. — Les groupes de pression en Grande-Bretagne.

STANLEY HOFFMAN. — Vers l'étude systématique des mouvements d'intégration internationale.

Notes Bibliographiques.

Informations Bibliographiques.

Ouvrages Reçus.

REVUE GENERALE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

63ème année, No. 1 — Paris, Janvier-Mars 1959

J. B. WHITTON. — L'exercice de la compétence pénale à l'égard des forces américaines à l'étranger.

JEAN SALMON. — La convention européenne pour le règlement pacifique des différends.

RUTH LAPIDOTH. — De la valeur interne des traités internationaux dans le droit israélien (1ère partie).

CH. ROUSSEAU. — Chronique des faits internationaux.

Jurisprudence internationale. — Décision rendue le 10 juin 1955 par la Commission de conciliation italo-américaine dans l'affaire Stronsky-Mergé.

Liste des engagements internationaux, en vigueur, souscrits par la France (VIII. France et Belgique. — IX. France et Pays-Bas. — X. France et Luxembourg).

Bibliographie.

Publications périodiques.

Documents.

Informations.

REVUE INTERNATIONALE DE DROIT COMPARE

11ème année, No. 2 — Paris, Avril-Juin 1959

I. DOCTRINE

FREDERIC EDOUARD KLEIN. — L'application de la méthode comparative dans la jurisprudence du tribunal fédéral suisse en matière de droit privé.

PAUL BASTID. — Les principes généraux de la nouvelle constitution française.

TADAKASU FUKASE. — Le fonctionnement de la constitution japonaise de 1946.

II. Etudes, variétés, documents.

ROBERT PLAISANT. — Essai sur les inventions d'employés en droit comparé.

ANDRE COLMERT. — L'absence en droit musulman algérien (loi du 11 juillet 1957).

III. Actualités et informations.

IV. Bulletin de la Société de Législation Comparée.

V. Bibliographie.

11ème année, No. 3 — Paris, Juillet-Sept. 1959

I. Doctrine

RENE RODEIRE. — Responsabilité civile et risque atomique.

VIKTOR KNAPP. — Le concept de "personne morale" dans le droit tchécoslovaque.

II. Etudes, variétés, documents.

RENE MANKIEWICZ. — L'interprétation judiciaire de la constitution canadienne et l'autonomie des provinces dans le domaine du droit social.

EUGENIUSZ MODLINSKI. — Les problèmes de la législation polonaise sur la sécurité du travail.

III. Actualités et informations.

IV. Bulletin de la Société de Législation Comparée.

V. Bibliographie.

REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES

Vol. XI, No. 2 — Paris, 1959

L'enseignement des sciences sociales en U.R.S.S.

Avant propos.

PREMIERE PARTIE:

L'enseignement des sciences sociales dans les établissements d'enseignement supérieur de l'U.R.S.S.

A.V. CHAPKARINE. — Introduction.

A.I. PACHKOV. — Economie Politique.

V.S. MOLODTSOV. — Philosophie, sociologie, logique et psychologie.

N.A. KONSTANTINOV. — Pédagogie.

A.V. — ARTSIKHOVSKY & D.I. NADTOTCHEEV. — Histoire.

G.N. POSPELOV et V.A. ZVEGINTSEV. — Philologie.

D.S. KAREV. — Sciences juridiques.

DEUXIEME PARTIE :

L'organisation dans les sciences sociales; chroniques et informations.

I. — Etudes en cours et centres de recherches.

II. — Documents des Nations Unies et chroniques bibliographiques.

III. — Informations diverses.

REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Vol. LXXIX, No. 5 — Genève, Mai 1959

Problèmes et politiques du salaire au Guatemala.

E. LIEFMANN-KEIL. — L'indexation des prestations de sécurité sociale.

L'expérience d'Ahmedabad en matière de relations professionnelles II.

Rapports et enquêtes.

Quelques tendances de la coopération dans le monde : I.

Bibliographie.

Publications du Bureau International du Travail.

Publications des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales.

Autres publications.